

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 26 JUIN 2014

TOME II

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Attribution de subventions - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

• Dans le cadre de la thématique Réussite Educative :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
525	ASSOCIATION ECOLE LEOPOLD SEDAR SENGHOR	Projet	Offres culturelles	576 €
525	ASSOCIATION ECOLE LEOPOLD SEDAR SENGHOR	Projet	Classes découvertes	6 844 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE JULES SIMON	Projet	Offres culturelles	1 874 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT (OCCE34)	Projet	Classes découvertes	870 €
6005	LES PETITS DE BOUTONNET	Projet	Classes découvertes	1 540 €
6003	AMICALE DE L'ECOLE LAMARTINE	Projet	Classes découvertes	3 657 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE JULES SIMON	Projet	La région à travers les âges	1 458 €

1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Projet	Grandir	3 000 €
1876	CŒUR DE LIVRES	Projet	Raconte-moi le livre	2 500 €
2242	L'OISEAU LYRE	Projet	Ateliers conte et maîtrise de la langue	1 500 €
6002	USEP MALBOSC	Projet	Classes découvertes	11 028 €
TOTAL				34 847 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique Jeunesse & Sport :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLO	Fonctionnement		10 000 €
4489	RING ATHLETIC PETIT BARD	Projet	Public Penimin	1 500 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE (MAAM)	Projet	Marathon de Montpellier	62 500 €
5795	MONTPELLIER ODYSSEUM	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				75 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014, pour un montant de 34 847 € sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922 et 75 000 € sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014 |



Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

**Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des factures de fourniture d'électricité

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Une expérimentation du prélèvement comme mode de règlement des dépenses relatives à la fourniture d'énergies et de services des collectivités locales est menée conformément aux termes des lettres circulaires de la Direction Générale des Finances Publiques des 30 décembre 2008 et 25 mai 2011,

Ainsi, le règlement des factures EDF peut se faire par prélèvement sur le compte Banque de France de la Trésorerie Générale dans le respect du délai de paiement de 15 jours.

Pour la Ville, le prélèvement présente plusieurs avantages notamment un paiement plus rapide et plus sécurisé.

Le mandatement préalable n'est plus nécessaire pour que le paiement soit effectué.

Afin de mettre en place ce système de prélèvement, une « convention tripartite » doit être établie entre les acteurs : ordonnateur, créancier et comptable du trésor.

Cette convention tripartite peut être dénoncée à tout moment avec un préavis de 1 mois.

Il demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention tripartite de prélèvement avec EDF Collectivités, le Trésorier Principal Municipal et la Ville,

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014 |



CONVENTION TRIPARTITE DE PRELEVEMENT – CREANCIER EDF

Préambule

Une expérimentation du prélèvement comme mode de règlement des dépenses des collectivités locales et de leurs établissements publics est menée conformément aux termes des lettres circulaires de la Direction Générale des Finances publiques des 30 décembre 2008 et 25 mai 2011, pour le règlement des dépenses relatives à la fourniture d'énergies et de services.

Convention entre

La Commune de (Compte) désignée ci-dessous « l'ordonnateur ».

Le créancier, EDF

Le comptable de la DGFIP de .

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement des dépenses d'énergies ou de services à EDF par prélèvement SEPA sur le compte Banque de France indiqué par le comptable de la collectivité.

Tout nouveau contrat signé avec le même créancier et relatif au règlement par prélèvement SEPA de cette même catégorie de dépenses entre dans le champ de la présente convention, sauf s'il est soumis à des clauses particulières. Dans ce dernier cas, un avenant à la présente convention devra être signé.

Article 2 : Mise en place du prélèvement SEPA

EDF adresse au comptable public titulaire du compte BDF un mandat SEPA vierge, à renseigner avec son IBAN et ses coordonnées, avant de le signer.

Le comptable retourne le mandat SEPA dûment complété et signé au créancier, qui lui communique en retour la Référence Unique attribuée à son Mandat.

Après accomplissement de ces formalités, le créancier peut émettre des prélèvements SEPA domiciliés sur le compte BDF du comptable.

Article 3 : Réalisation des prélèvements (périodicité, montant, contestation)

Le créancier doit quelques jours avant l'émission du prélèvement, informer l'ordonnateur du montant et de la date du prélèvement.

Cette information doit permettre à l'ordonnateur :

- de s'assurer de la disponibilité des fonds pour la date d'échéance du prélèvement ;
- en cas de désaccord sur l'opération, de réagir auprès du créancier ou du comptable avant que le prélèvement ne soit effectué.

L'ordonnateur transmet cette information au comptable selon les modalités à définir entre les deux parties.

En tout état de cause, le comptable dispose toujours, après la réalisation du prélèvement SEPA sur son compte BDF, de la faculté de demander à la BDF le rejet de l'opération au titre de l'un des motifs et dans les délais prévus par la réglementation interbancaire.

Article 4 : Définition de la référence du prélèvement

Les précisions concernant une identification normée de la convention sont données en annexe technique.

Article 5 : Obligations de l'ordonnateur et du comptable (à adapter selon le choix de l'ordonnateur et du comptable)

Lors de la première échéance de prélèvement suite à la mise en œuvre du dispositif de prélèvement SEPA et à chaque début d'année, l'ordonnateur signe et transmet au comptable, un mandat global du montant estimatif basé sur les dépenses prévisionnelles de l'année en cours, mandat qui autorise alors le comptable à payer les dépenses prélevées, selon les termes de la présente convention.

Le mandat global est émargé partiellement par le comptable, à la date d'échéance, du montant du prélèvement. Un mandat complémentaire peut-être émis en cours d'exercice, lorsque les dépenses de l'année risquent de dépasser le montant du mandat initial. En fin d'exercice, un mandat de réduction peut être émis si les dépenses effectives de l'année se révèlent inférieurs au montant estimé initialement.

OU....

Après chaque échéance de prélèvement, l'ordonnateur émet un mandat de régularisation permettant ainsi au comptable d'enregistrer en comptabilité la dépense prélevée.

En cas d'absence de crédits budgétaires ou de trésorerie, le comptable pourra dénoncer la convention et demander la résiliation des prélèvements automatiques correspondants conformément à l'article 7 infra.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée du contrat qui lie la collectivité ou l'établissement public local au créancier.

Article 7 : Dénonciation de la convention

La présente convention pourra être dénoncée par anticipation, avec préavis d'un mois, par une des parties sur simple notification recommandée avec accusé de réception, pour mettre fin au paiement par prélèvement des biens ou services par le créancier.

La dénonciation de la présente convention entraîne l'arrêt immédiat des prélèvements SEPA correspondants.

Fait à, le

Le créancier

L'ordonnateur

Le comptable

ANNEXE TECHNIQUE SPECIFIQUE EDF :

(Le référencement est indispensable afin que le comptable puisse identifier clairement l'origine du prélèvement et la collectivité concernée).

La référence de la collectivité est propre à chaque convention tripartite.

A défaut, le prélèvement SEPA est susceptible de faire l'objet d'un rejet par le comptable si celui-ci ne dispose pas des éléments nécessaires à l'identification de la commune destinataire de l'opération et de la dette concernée.

Compte tenu des dysfonctionnements générés par l'absence de cette référence ou d'une référence incomplète, le non-respect par le créancier de l'article 4 pourra entraîner la dénonciation de la convention (cf. art. 7) et la résiliation des prélèvements SEPA correspondants.

La référence de la convention correspond, dans cet ordre, à :

- numéro SIRET de la collectivité ou de l'établissement public local (14 caractères) + numéro d'ordre séquentiel (**9 caractères : n° budget Hélios en 5 caractères précédé de 4 zéros**) + le caractère « ? » et éventuellement des indications complémentaires fournies par certains opérateurs.

Le créancier indique la référence de l'opération dans l'enregistrement magnétique représentatif du prélèvement SEPA acheminé au système interbancaire via son banquier. Il transmet également avec chaque opération, la Référence Unique du Mandat (RUM).

La référence de la convention est également transmise, dans la deuxième ligne du libellé de l'opération précédé des caractères « NC : ». (NC pour n° de convention).

N° SIRET	Libellé du budget	N° de budget Hélios

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de matériels de plomberie, chauffage et d'arrosage pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone, il est nécessaire de lancer un appel d'offres. L'objectif de l'appel d'offres est la conclusion de marchés à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductibles trois fois.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone selon la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement désignant l'attributaire du marché sera donc celle de la Ville de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de six lots :

LOT 1 : Matériel de plomberie :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 60 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 10 000 € HT /an

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 20 000 € HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-Le-Lez, le montant estimé est de 19 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 7 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 8 000 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-Les Maguelone, le montant estimé est de 7 000 € HT/an.

LOT 2 : Matériel de chauffage et pièces détachées :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 60 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 30 000 € HT/an.

Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

LOT 3 : Filtres pour centrales de traitement d'air :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 12 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 8 000 € HT/an.

Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

LOT 4 : Matériel de Gestion Technique Centralisé :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 50 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 20 000 € HT/an.

Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

LOT 5 : Matériel d'arrosage intégré :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 45 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 3 000 € HT /an

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-Le-Lez, le montant estimé est de 3 500 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 2 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.
Pour la Commune de Villeneuve-Les Maguelone, le montant estimé est de 550 € HT/an.

LOT 6 : Equipements de chauffage – radiateurs – chaudières - fumisterie :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 25 000 € HT/an.
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 3 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 3 000 € HT/an.
Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, et Villeneuve-Les-Maguelone, convention aux termes de laquelle les communes, délèguent à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier, leur compétence pour attribuer cet Appel d'Offres.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



**Convention de groupement de commandes publiques entre la
Commune de MONTPELLIER,
Les Communes de CASTELNAU-LE-LEZ, JACOU,
PEROLS, PIGNAN, VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, le
Centre Communal d'Action Sociale de MONTPELLIER et la
Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER**

**Ayant pour coordonnateur
La Commune de Montpellier**

Achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage

Entre

La Commune de MONTPELLIER, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **juin 2014** ;

D'une part,

Et

La Commune de CASTELNAU-LE-LEZ, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre GRAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014** ;

Et

La Commune de JACOU, représentée par son Maire, Monsieur Renaud CALVAT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014** ;

Et

La Commune de PEROLS, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014** ;

Et

La Commune de PIGNAN, représentée par son Maire, Madame Michelle CASSAR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014** ;

Et

La Commune de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014** ;

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de MONTPELLIER, représenté par sa Vice-présidente, Madame Patricia MIRALLES, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du **2014** ;

Et

La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER, représentée par sa Vice-présidente, Madame Isabelle GUIRAUD, agissant en vertu de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du **juin 2014**.

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

La volonté de rationaliser les achats et surtout de réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de groupements de commandes publiques. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le

code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Commune de Montpellier, des Communes membres du groupement, du Centre Communal d'Action Social de Montpellier, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés pour *l'achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage*.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics, et notamment son article 8, en vue de la passation de marchés relatifs à « *l'achat de matériels de plomberie, chauffage et d'arrosage* » au terme d'une procédure de consultation commune, lancée pour le compte des membres du groupement.

La définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes est ainsi constituée.

Article 2 – Coordonnateur du groupement

La Commune de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du Code des Marchés Publics.

En vertu de cet article, la Commune de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement ...) et de passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature des marchés et de leur notification.

Les membres du groupement d'achat s'engagent à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés.

Le coordonnateur gère la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision de prix, et réalise les avenants ; il centralise la procédure de reconduction expresse des marchés pluriannuels, ainsi que leur résiliation le cas échéant, après avoir consulté chaque membre du groupement.

Le coordonnateur gère les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants et des recours contentieux formés par ou contre un membre du groupement à titre individuel.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics.

Article 3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération de retrait du groupement est notifiée au coordonnateur, en charge d'en informer le titulaire du marché.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin des marchés, périodes de reconductions comprises.

Article 5 - Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Commune de Montpellier.

Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement

Sur le fondement de l'article 8 VII du Code des Marchés Publics, la commission d'appel d'offres de la Commune de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés.

A la demande des Communes membres, sur la base de l'article 23 du Code des Marchés Publics, le Maire de la commune de Montpellier pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

Article 7- Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le

Pour la Commune de MONTPELLIER,
Le Maire

Pour la Commune de CASTELNAU LE LEZ,
Le Maire

Philippe SAUREL

Jean-Pierre GRAND

Pour la Commune de JACOU,
Le Maire

Pour la Commune de PEROLS,
Le Maire

Renaud CALVAT

Jean-Pierre RICO

Pour la Commune de VILLENEUVE
LES-MAGUELONE,
Le Maire

Pour la Communauté d'Agglomération
de MONTPELLIER,
La Vice-présidente

Noël SEGURA

Isabelle GUIRAUD

Pour le Centre Communal d'Action Sociale
de MONTPELLIER,
La Vice-présidente

Pour la Commune de PIGNAN,
Le Maire

Patricia MIRALLES

Michelle CASSAR

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Achat de petits matériels électriques, piles, batteries et lampes Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de petits matériels d'électriques, piles, batteries et lampes pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone, il est nécessaire de lancer un appel d'offres.

L'objectif de l'appel d'offres est la conclusion de marchés à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductibles trois fois.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone selon la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement désignant l'attributaire du marché sera donc celle de la Ville de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de quatre lots :

LOT 1 : Petits matériels électriques :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 300 000 € HT/an.
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 30 000 € HT /an
Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 25 000 € HT/an.
Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé est de 31 000 € HT/an.
Pour la Commune de Grabels, le montant estimé est de 25 000 € HT/an.
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 17 500 € HT/an.
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 6 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 8 000 € HT/an.
Pour la Commune de Saint-Brès, le montant estimé est de 2 000 € HT/an.
Pour la Commune de Villeneuve-Les Maguelone, le montant estimé est de 2 200 € HT/an.

LOT 2 : Piles batteries :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 13 000 € HT/an.
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.
Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 500 € HT/an.
Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé est de 4 500 € HT/an.
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 500 € HT/an.
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 400 € HT/an.
Les Communes de Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, Grabels et Saint-Brès ne participent pas à ce lot.

LOT 3 : Lampes éco :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 50 000 € HT/an.
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 50 000 € HT/an .
Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 20 000 € HT/an.
Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé est de 12 500 € HT/an.
Pour la Commune de Grabels, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 500 € HT/an.
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 1 600 € HT/an.
Pour le Commune de Saint Brès, le montant estimé est de 2 000 € HT/an.
Pour le Commune de Villeneuve-Les-Maguelone, le montant estimé est de 1 800 € HT/an.

LOT 4 : Lampes à décharges :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 95 000 € HT/an.
Pour la Commune de Castelnau-Le-Lez, le montant estimé est de 3 500 € HT/an.
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 4 500 € HT/an.
La Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier, les Communes de Villeneuve-les-Maguelone, Saint Brès, Pignan, Pérols et Grabels ne participent pas à ce lot.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-Les-Maguelone, convention aux termes de laquelle les communes délèguent à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier, leur compétence pour attribuer cet Appel d'Offres.

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



**Convention de groupement de commandes publiques entre la
Commune de MONTPELLIER,
Les Communes de CASTELNAU-LE-LEZ, GRABELS,
JACOU, PEROLS, PIGNAN, SAINT-BRES,
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, le Centre Communal
d'Action Sociale de MONTPELLIER et la Communauté
d'Agglomération de MONTPELLIER**

**Ayant pour coordonnateur
La Commune de Montpellier**

Achat de petits matériels électriques, piles, batteries et lampes

Entre

La Commune de MONTPELLIER, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

D'une part,

Et

La Commune de CASTELNAU-LE-LEZ, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre GRAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

Et

La Commune de GRABELS, représentée par son Maire, Monsieur René REVOL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

Et

La Commune de JACOU, représentée par son Maire, Monsieur Renaud CALVAT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

Et

La Commune de PEROLS, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

Et

La Commune de PIGNAN, représentée par son Maire, Madame Michelle CASSAR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

Et

La Commune de SAINT-BRES, représentée par son Maire, Monsieur Laurent JAOUL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

Et

La Commune de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du **2014 ;**

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de MONTPELLIER, représenté par sa Vice-présidente, Madame Patricia MIRALLES, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du **2014 ;**

Et

La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER, représentée par sa Vice-présidente, Madame Isabelle GUIRAUD, agissant en vertu de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du **juin 2014**.

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

La volonté de rationaliser les achats et surtout de réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de groupements de commandes publiques. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Commune de Montpellier, des Communes membres du groupement, du Centre Communal d'Action Social de Montpellier, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés pour *l'achat de petits matériels électriques, piles, batteries et lampes*.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics, et notamment son article 8, en vue de la passation de marchés relatifs à « *l'achat de petits matériels électriques, piles, batteries et lampes* » au terme d'une procédure de consultation commune, lancée pour le compte des membres du groupement.

La définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes est ainsi constituée.

Article 2 – Coordonnateur du groupement

La Commune de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du Code des Marchés Publics.

En vertu de cet article, la Commune de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement ...) et de passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature des marchés et de leur notification.

Les membres du groupement d'achat s'engagent à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés.

Le coordonnateur gère la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision de prix, et réalise les avenants ; il centralise la procédure de reconduction expresse des marchés pluriannuels, ainsi que leur résiliation le cas échéant, après avoir consulté chaque membre du groupement.

Le coordonnateur gère les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants et des recours contentieux formés par ou contre un membre du groupement à titre individuel.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics.

Article 3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération de retrait du groupement est notifiée au coordonnateur, en charge d'en informer le titulaire du marché.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin des marchés, périodes de reconductions comprises.

Article 5 - Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Commune de Montpellier.

Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement

Sur le fondement de l'article 8 VII du Code des Marchés Publics, la commission d'appel d'offres de la Commune de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés.

A la demande des Communes membres, sur la base de l'article 23 du Code des Marchés Publics, le Maire de la commune de Montpellier pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

Article 7- Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le

Pour la Commune de MONTPELLIER,	Pour la Commune de CASTELNAU LE LEZ,
Le Maire	Le Maire

Philippe SAUREL	Jean-Pierre GRAND
-----------------	-------------------

Pour la Commune de JACOU,	Pour la Commune de SAINT-BRES,
Le Maire	Le Maire

Renaud CALVAT	Laurent JAOUL
---------------	---------------

Pour la Commune de GRABELS	Pour la Commune de PIGNAN,
Le Maire	Le Maire

René REVOL	Michelle CASSAR
------------	-----------------

Pour la Commune de PEROLS,
Le Maire

Jean-Pierre RICO

Pour la Communauté d'Agglomération
de MONTPELLIER,

La Vice-présidente

Isabelle GUIRAUD

Pour la Commune de VILLENEUVE-LES-
MAGUELONE,

Le Maire

Noël SEGURA

Pour le Centre Communal d'Action Sociale de
MONTPELLIER,

La Vice-présidente

Patricia MIRALLES

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

**Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Convention de partenariat Ville- Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, située au cœur du terroir viticole des Coteaux du Languedoc, s'est engagée dans une action de soutien à ce secteur économique au travers d'une double action autour de la promotion du vin et de son propre vignoble.

Depuis maintenant 10 ans, la Ville a entrepris avec le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc, dans le cadre de sa manifestation intitulée « Les Estivales de Montpellier », de faire découvrir aux Montpelliérains, aux habitants de l'agglomération et de la région, mais aussi aux nombreux touristes français et étrangers, la qualité et la diversité du vignoble languedocien.

Le succès et l'ampleur grandissante de ces manifestations ont conduit la Ville de Montpellier à établir un partenariat durable avec les acteurs du monde viticole et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc en particulier. Ainsi une convention de partenariat définissant le cadre des actions communes de promotion et de valorisation des vins de notre terroir a été adoptée en juin 2012.

Les engagements réciproques ayant, entre temps, évolués dans leur répartition mais aussi dans leur rayonnement avec la prise en compte d'actions de préventions notamment, une nouvelle convention pluriannuelle (sur 3 ans) est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider les termes de la convention ci-annexée ;

- d'autoriser M. Le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014





CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, son Maire,

ci-après dénommée : " **Ville de Montpellier** "

d'une part,

et

Le Syndicat des Vignerons de l'AOC du Languedoc, association type loi du 21 Mars 1884 modifiée le 12 mars 1920, dont le siège est au Domaine de Saporta 34970 LATTES, représenté par Monsieur CAVALIER, son Président, habilité en vertu des pouvoirs conférés par le Conseil d'Administration du Syndicat,

ci-après dénommé : " **Syndicat des Vignerons de l'AOC du Languedoc** ";

d'autre part,

Il a été convenu et accepté ce qui suit :

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier est située au cœur de ce terroir et a engagé une double action autour de la promotion du vin et de son propre vignoble, « la Cuvée M » au Mas Nouguier.

Depuis plusieurs années, la Ville a entrepris avec le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc, dans le cadre de son programme de manifestation intitulé « les Estivales », de faire connaître au plus grand nombre, aux montpelliérains et aux touristes, la qualité et la variété de notre vignoble. Le succès et la fréquence de ces manifestations ont conduit la Ville de Montpellier à vouloir établir un partenariat durable avec les acteurs du monde viticole et le Syndicat des Vignerons de l'AOC du Languedoc en particulier.

Cette convention marque une continuité de notre politique publique de soutien à l'économie viticole en complétant le dispositif de collaboration entrepris par la Ville de Montpellier en faveur de la promotion de l'appellation des Grès de Montpellier.

La présente convention, qui s'inscrit dans une démarche pluriannuelle, précise les conditions de poursuite de ce partenariat entre les parties.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires dans le cadre d'actions communes et autres manifestations en faveur de la promotion et de valorisation des vins de notre terroir.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

- La Ville de Montpellier apportera son soutien au monde viticole en pilotant la manifestation des Estivales.

La Ville décidera des dates de début et de fin de la manifestation et en informera le Syndicat. Elle fixera chaque année le tarif applicable à la participation des exposants et des viticulteurs.

La Ville prendra à sa charge la politique de communication de la manifestation à destination des médias locaux et régionaux et de la population notamment en réalisant les affiches de la manifestation et en utilisant le réseau de diffusion municipal.

La Ville de Montpellier coordonne les actions de prévention et de sécurité liées à la manifestation tant en amont avec la réalisation du cahier des charges, que du pilotage des commissions de sécurité, que durant la manifestation elle-même.

La Ville de Montpellier organise la sélection et l'implantation des commerçants alimentaires et artisans présents lors des vendredis soirs des Estivales.

La Ville met à disposition du Syndicat les structures dédiées aux bars et aux billetteries (tentes ou autres types de structures similaires, banques).

La Ville prend en charge le gardiennage de la manifestation, le nettoyage du site et la collecte des déchets.

- La Ville apportera son soutien au travers d'autres manifestations ou actions de promotion notamment des Grès de Montpellier (cf. convention spécifique)

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU SYNDICAT DES VIGNERONS DE L'AOC LANGUEDOC

Dans le cadre de cette convention de partenariat, le Syndicat des Vignerons de l'AOC du Languedoc s'engage à poursuivre et développer des actions et des outils de communication sous la forme notamment :

Pour les Estivales

Démarche qualitative

- Mise en place d'une sélection des vins proposés par la vigneron candidates aux soirées des Estivales. Cette sélection réalisée par des professionnels œnologues et sommeliers, en présence de représentants de la Ville de Montpellier, contribue à proposer des vins de qualité et respectant la variété de nos terroirs locaux ;
- Dans le cadre des politiques de préventions et de sécurité soutenues par la Ville, un financement des associations en charge de la prévention sur place tous les vendredis soirs lors des Estivales ainsi que de la prise en charge financière de tout matériel de prévention utilisé par ces associations (ex. éthylo-tests) pendant les Estivales.
- Le syndicat s'engage à faire respecter par l'ensemble des vignerons participants aux Estivales, le règlement de la manifestation qui leur aura été transmis au préalable. Ceci concerne notamment la vente uniquement des cuvées retenues lors de la commission de sélection, le respect des horaires de fin de vente des dégustations au verre et de fin de vente des bouteilles ainsi que le respect des horaires d'accès au site avec les véhicules.

Prise en charge d'une partie de l'organisation

- Prise en charge financière et logistique concernant l'édition, le transport et la transmission en caisse des tickets de dégustation vendus aux billetteries. Ces tickets seront exclusivement destinés à la manifestation Estivales de Montpellier.

- De l'identification avec un verre spécifique en verre gravé et millésimé « Les Estivales de Montpellier » et de sa distribution auprès des visiteurs (billetteries);
- De support de promotion des vins d'appellation : plaquettes et documents commerciaux, dossiers de presse, fiches caves, etc.... La réalisation de flyers listant les vignerons et les vins sélectionnés (cépage, année, terroir...) permettra aux nombreux montpelliérains et aux touristes de mieux appréhender la diversité de notre terroir.
- De la réalisation d'une signalétique présentant les domaines présents aux Estivales (bannières, plumes, chemises personnalisées...) qui sera positionnée dans chaque bar.
- De la fabrication et de la vente, lors de la manifestation, de produits dérivés (chapeaux, foulards, sacoches...) avec le logo des Estivales sous réserve de validation par la Ville ;

Formalités administratives et financières

- Le syndicat devra s'assurer que les vignerons sélectionnés remplissent les conditions légales et réglementaires pour la pratique de cette activité commerciale et ont souscrit une assurance responsabilité civile.
- Le syndicat devra contracter une assurance responsabilité civile pour tous les cas où sa responsabilité pourrait se trouver engagée à l'égard des tiers.
Il devra fournir à la Ville copie de la police d'assurance.
- Du paiement auprès de la Ville du montant correspondant au tarif appliqué chaque année pour la participation des viticulteurs aux Estivales

Tout au long de l'année

- De positionnement lors de nos manifestations événementielles : participation à des fêtes, salons ou manifestations professionnels, animation et dégustation à la maison de Montpellier à Heidelberg, etc... ;
- De partenariats avec notre office de tourisme en vue notamment de la création de visites guidées du vignoble, manifestations autour de la découverte des vins du Languedoc etc...

NOTA : toute action de communication ou d'utilisation des logos de la Ville et de la mention « Estivales » devra être préalablement validée par cette dernière.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de l'accomplissement des formalités légales, pour une durée de trois ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de quinze (15) jours suivant la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis pour approbation au conseil municipal.

ARTICLE 8 : LITIGES

Tout litige né tant de l'interprétation que de l'exécution des présentes, sera porté devant les juridictions compétentes comportant la commune de Montpellier dans leur ressort, après épuisement de toutes les voies amiables et arbitrales.

Fait en quatre exemplaires à Montpellier, le

2014

**Pour le Syndicat des vignerons de l'AOC
du Languedoc**

Pour la Ville de Montpellier

Le Président

Le Maire

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Commission locale de l'eau (SAGE) - Désignation d'un deuxième représentant titulaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite à une modification des statuts de la Commission locale de l'eau, chargée d'élaborer le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Lez, de la Mosson et des étangs palavasiens, la Ville de Montpellier est désormais représentée par deux représentants titulaires, et non plus par un représentant titulaire et un suppléant, comme désigné lors de la séance du Conseil municipal du 24 avril 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner ses deux représentants dans cette instance.

Ont été élus :

- Sauveur TORTORICI
- Pascal KRZYZANSKI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation de deux personnalités qualifiées

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions statutaires de l'Association, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration de la Maison d'enfants Marie Caizergues par 3 membres du Conseil Municipal et deux personnalités qualifiées.

Suite à la désignation des 3 élus représentant le Conseil Municipal lors de la séance du 22 mai 2014, la Maison d'enfants Marie Caizergues sollicite la Ville pour désigner deux personnalités qualifiées.

Ont été élus :

- M. Michel PINET, Directeur général du CCAS,
- Mme Dominique BETTSCHART, Directrice des Ressources Humaines et Financières du CCAS.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Désignation des représentants de la Ville dans l'association « Montpellier Centre-Ville Manager » en cours de dissolution

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour mettre en œuvre la dynamisation commerciale de son centre-ville, la Ville de Montpellier et la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier (CCIM) ont recruté en 2009 un manager de centre-ville (MCV) géré par une structure porteuse de type association « loi 1901 ». Cette volonté était inscrite dans les protocoles d'accord des 20 et 21 septembre 2005 et du 21 février 2006. Les statuts de l'association ont été approuvés et la Ville autorisée à adhérer par délibération du Conseil municipal le 1 octobre 2007.

L'association partenariale regroupait un collège des membres fondateurs, à savoir la Ville et la CCI de Montpellier, et un collège de membres associés (associations de commerçants, association de consommateurs, autres organismes acteurs du développement du commerce du centre-ville...).

Les actions menées par le MCV n'ayant pas atteint les objectifs escomptés, une rupture conventionnelle de contrat a été conclue avec lui courant 2011, et son assistante a été licenciée en janvier 2012. Dans ce contexte, une assemblée générale extraordinaire a été réunie le 18 juin 2012, en présence du commissaire aux comptes, qui a eu pour effet notamment la dissolution de l'association ainsi que la nomination de M. André DELJARRY, Président de la CCI de Montpellier, comme liquidateur de l'association.

Pour finaliser cette dissolution de l'association, et au regard des statuts de cette dernière, le Conseil municipal doit désigner en son sein 6 représentants destinés à siéger à l'assemblée générale de l'association qui sera convoquée par le liquidateur, M André DELJARRY.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner les représentants de la Ville dans l'association « Montpellier Centre-ville Manager » ;
- d'autoriser le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Ont été élus :

6 titulaires :

- M. Philippe SAUREL, Maire
- Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée à l'économie,
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Isabelle MARSALA
- Gérard CASTRE
- Patricia MIRALLES

6 suppléants :

- Fabien ABERT
- Sabria BOUALLAGA
- Pascal KRZYZANSKI
- Sauveur TORTORICI
- Christophe COUR
- Annie YAGUE

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



ASSOCIATION MONTPELLIER CENTRE-VILLE MANAGER STATUTS

Les soussignés ont établi les statuts de l'association qu'ils ont résolu de fonder.

TITRE I

Objet. Dénomination. Siègle. Durée

Art.1 – Il est formé entre les soussignés et les autres personnes ayant adhéré aux présents statuts et remplissant les conditions indiquées ci-après, une association qui sera régie par la loi du 18 juillet 1901 et par lesdits statuts.

Art. 2 – Cette association a pour objet d'entreprendre toutes actions en faveur du maintien et du développement du commerce dans le centre-ville de Montpellier et notamment d'exercer la fonction de « manager » de centre-ville, de façon à coordonner et à relayer les actions de ses membres auprès des commerçants.

Art. 3 – L'association prend la dénomination de : association MONTPELLIER CENTRE-VILLE MANAGER

Art. 4 – Son siège est fixé à la mission Grand Coeur, 17 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier ; il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration. L'accueil du public se fera à l'Office du commerce de la CCI de Montpellier hôtel Saint Côme, 32 Grand rue Jean Moulin.

Art. 5 – La durée de l'association est illimitée.

TITRE II

Composition de l'association. Cotisations

Art. 6 – L'association se compose des membres suivants :

- Les membres fondateurs : la Ville de Montpellier et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier ;
Chaque membre fondateur dispose de six représentants à l'assemblée générale.
Le Maire de Montpellier et le Président de la CCI de Montpellier sont membres de droit du conseil d'administration de l'association.

- Aux membres fondateurs pourront s'adjoindre des membres associés, répartis en deux collèges :
 - collège comprenant des associations (au nombre maximum de trois) : de l'association de commerçants et une association de consommateurs ;
 - collège comprenant d'autres organismes concernés par l'action commerciale du centre-ville (au nombre maximum de trois).Chaque membre associé disposera d'un représentant à l'assemblée générale.

Pour être membre de l'association à l'un de ces titres, il faut :

1° Être agréé par le conseil d'administration;

2° Et s'engager à payer une cotisation annuelle dont les montants respectifs pour les membres fondateurs et pour les membres associés seront arrêtés chaque année lors de l'assemblée générale ordinaire de l'association.

Les cotisations sont payables par les membres de l'association dans le mois de leur admission, au prorata des mois restant à courir sur l'année, et ensuite avant le 1^{er} janvier de chaque année.

Art. 7 – Perdent la qualité de membres de l'association :

1° Ceux qui ont donné leur démission par lettre adressée au président du conseil d'administration.

2° Ceux dont le conseil a prononcé la radiation soit à défaut de paiement d'une cotisation, six mois après son échéance, soit pour motifs graves, après avoir entendu leurs explications.

La démission ou l'exclusion d'un sociétaire associé ne met pas fin à l'association, qui continue d'exister entre les autres membres. Les membres démissionnaires sont tenus au paiement de la cotisation de l'année en cours lors de la démission. Les membres fondateurs se concertent dans les deux mois qui suivent la démission ou l'exclusion d'un membre associé afin de pourvoir à son remplacement par une autre personne exerçant une activité de même nature.

Art. 8 – Le patrimoine de l'association répond seul des engagements contractés par elle, sans qu'aucun des membres de cette association, même ceux qui participent à son administration, puisse en être tenu personnellement.

TITRE III

Administration

Art. 9 – L'association est administrée par un conseil composé de représentants élus par l'assemblée générale et comprenant trois représentants des membres fondateurs et, le cas échéant, un représentant de chaque collège de membres associés, de nationalité française et jouissant de leurs droits civils et politiques ou de nationalité étrangère et jouissant de leurs droits civils.

Le Maire de Montpellier et le Président de la CCI de Montpellier sont membres de droit du conseil d'administration de l'association.

Conformément à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 modifié par la loi du 9 octobre 1961, la nationalité des administrateurs doit être connue. La déclaration préalable de l'association à la préfecture doit donc comporter, outre les mentions légales déjà existantes, les nationalités de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction de l'association.

Art. 10 – La présidence de l'association est exercée pour une durée d'une année civile, à tour de rôle par le Maire de la Ville de Montpellier ou le Président de la CCI de Montpellier, l'autre assurant la fonction de vice-président. Chaque année, le conseil d'administration nomme parmi ses membres un bureau comprenant le vice-président désigné comme indiqué ci-dessus, ainsi qu'un secrétaire et un trésorier qui sont rééligibles l'année suivante ; les membres du bureau prennent leur fonction le 1^{er} du mois suivant l'assemblée générale qui les a désignés.

Les fonctions de président, de vice-président, de secrétaire et de trésorier seront attribuées lors de l'assemblée générale annuelle de l'association.

Les fonctions de d'élus au conseil d'administration et d'élus du bureau sont exercées à titre gratuit.

Art. 11 – Le conseil se réunit, sur la convocation de son président ou de la moitié de ses élus, aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association.

La présence de la moitié au moins des élus du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des élus présents ou représentés : en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout associé peut en cas d'empêchement voter par procuration, mais aucun élu ne pourra présenter plus d'une procuration.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés du président et du secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du conseil ou par deux administrateurs.

Art. 12 – Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes et opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale. Notamment il nomme et révoque les agents et employés de l'association, fixe leurs traitements, autorise la prise à bail ou la location des locaux nécessaires aux besoins de l'association, fait effectuer toutes réparations aux immeubles, autorise toutes acquisitions et ventes de rentes, valeurs, meubles ou objets mobiliers et statue sur l'admission ou l'exclusion des membres.

En particulier, le conseil d'administration nomme le directeur de l'association, en charge d'assurer l'exercice de la fonction Manager de centre-ville définie au titre IV ci-après.

En outre, le conseil d'administration a le pouvoir de décider que son président peut être habilité à agir en justice au nom de l'association.

Art. 13 – Le bureau du conseil est spécialement investi des attributions suivantes :

Le président assure l'exécution des décisions du conseil et le fonctionnement régulier de l'association, qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il peut se faire suppléer par un mandataire pour un ou plusieurs objets déterminés.

En outre, le président a le pouvoir de décider d'agir en justice au nom de l'association.

Le vice-président seconde le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le secrétaire est chargé des convocations, de la rédaction des procès-verbaux, de la correspondance et de la tenue du registre prévu par l'article 5 de la loi de 1901.

Le trésorier tient les comptes de l'association et encaisse ses recettes ; il procède, après autorisation du conseil, au retrait, au transfert et à l'aliénation de toutes rentes et valeurs, en touche le remboursement et donne quittance de tous titres et sommes reçues.

TITRE IV

Direction

Art. 14 – La fonction de manager de centre-ville, exercée par le directeur de l'association, est définie en annexe aux présents statuts.

Le directeur a le pouvoir d'engager des dépenses au nom de l'association pour un montant maximal de 4 000 euros HT par opération.

Pour les autres décisions, le directeur en réfère au président de l'association, qui saisira le conseil d'administration si besoin, en application des articles 13 et 14 ci-dessus.

Art. 15 – Les marchés à passer par l'association sont préparés par le directeur selon les modalités suivantes en application de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

TITRE V

Assemblées générales

Art. 16 – L'assemblée générale se compose de six représentants de chaque membre fondateur et, et le cas échéant, d'un représentant de chaque membre associé.

Elle se réunit une ou plusieurs fois par an, aux jours, heures et lieux indiqués dans l'avis de convocation. Elle peut, en outre, être convoquée extraordinairement soit par le conseil, soit à la demande du tiers au moins des représentants ayant le droit d'en faire partie.

Les convocations sont faites huit jours au moins à l'avance, par lettres individuelles indiquant sommairement l'objet de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration ; il n'y est porté que les propositions émanant du conseil et celles qui lui ont été communiquées au moins un mois avant l'époque de la réunion avec la signature d'un tiers au moins des membres ayant le droit d'assister à l'assemblée.

L'assemblée est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration ou à défaut par leur suppléant. Les fonctions de secrétaire sont remplies par le secrétaire du conseil d'administration ou, à défaut, par un représentant siégeant dans l'assemblée et expressément désigné par le président.

Art. 17 – Les délibérations sont prises à la majorité des voix des représentants présents ou représentés (sauf ce qui est stipulé infra art. 19). En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Chaque représentant siégeant de l'assemblée a une voix ; il peut représenter un seul autre représentant, dès lors que celui-ci l'a expressément mandaté à cet effet.

Art. 18 – L'assemblée générale ordinaire entend le rapport du conseil d'administration sur sa gestion et sur tous autres objets, approuve ou redresse les comptes de l'exercice clos le 31 décembre précédent, vote le budget de l'exercice suivant, pourvoit au renouvellement des élus du conseil, autorise toutes acquisitions d'immeubles nécessaires à l'accomplissement du but de l'association, tous échanges et ventes de ces immeubles, ainsi que toutes constitutions d'hypothèque et tous emprunts, et, d'une manière générale, délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour qui touchent au développement de l'association et à la gestion de ses intérêts.

Pour délibérer valablement, l'assemblée doit être composée de la moitié au moins des représentants de l'association. Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est convoquée à nouveau dans la forme prescrite sous l'article 14, et, dans sa seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la précédente réunion.

Art. 19 – L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications reconnues utiles, sans exception ni réserve. Elle peut décider notamment la dissolution de l'association ou sa fusion ou son union avec d'autres associations poursuivant un but analogue. Dans tous les cas, elle doit être composée des trois-quarts au moins des membres de l'association, et ses délibérations doivent être prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Si, sur une première convocation, l'assemblée n'a pu réunir ce nombre de représentants, il peut être convoqué, à quinze jours au moins d'intervalle, une deuxième assemblée qui délibère valablement quel que soit le nombre de représentants siégeant ou ayant donné leur procuration, mais seulement à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Art. 20 – Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les élus composant le bureau. Ces procès-verbaux constatent le nombre des membres présents aux assemblées générales extraordinaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du conseil ou par deux administrateurs.

TITRE VI

Ressources de l'association. Fonds de réserve

Art. 21 – Les ressources annuelles de l'association se composent :

1° Principalement des cotisations de ses membres fondateurs, à parts égales ;

2° Accessoirement des cotisations des membres associés et de subventions qui pourront lui être accordées pour conduire des actions en faveur du développement commercial du centre-ville.

Les montants des cotisations respectives des membres fondateurs et des membres associés seront fixés chaque année lors de l'assemblée générale donnant lieu au vote du budget de l'exercice suivant.

Art. 22 – Par délibération de l'assemblée générale ordinaire, l'association peut se doter d'un fond de réserve comprenant les économies réalisées sur les ressources annuelles.

Ce fonds de réserve sera affecté au paiement du prix d'acquisition des immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association, à leur installation et aménagement, ainsi qu'au paiement des travaux de réfection ou de grosses réparations qu'il y aurait lieu d'y faire. Il peut aussi être employé aux placements en valeurs mobilières décidés par le conseil d'administration sous réserve que ces derniers soient mobilisables sur simple demande de ce dernier.

TITRE VII

Dissolution. Publication

Art. 23 – En cas de dissolution volontaire ou forcée, l'assemblée générale, délibérant ainsi qu'il est dit sous l'article 19, désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. L'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 18 juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Art. 24 – Le conseil d'administration remplira les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi du 18 juillet 1901 et par le décret du 16 août suivant. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au président du conseil.

Fait en 3 exemplaires originaux le 30 juillet 2009

La Ville de Montpellier
Représentée par Madame le Maire



La Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier
Représentée par Monsieur le Président

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Conseil de discipline de recours du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault - Désignation du représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 18 du décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux, la Ville de Montpellier doit désigner un représentant afin de siéger au sein du Conseil de discipline de recours du Centre de gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner son représentant dans cette instance.

A été élu :

- Abdi EL KANDOUSSI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Faculté d'Odontologie et Conseil d'Administration de l'Université Montpellier 3 - Désignation des représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En complément de la délibération votée lors du Conseil municipal du 22 mai 2014, deux structures universitaires ont demandé à la Ville de Montpellier de désigner des représentants dans différentes instances.

L'Université Montpellier 1 sollicite le Conseil municipal de la Ville de Montpellier pour désigner un représentant pour siéger au sein du Conseil de l'UFR d'odontologie.

L'Université Montpellier 3 sollicite quant à elle le Conseil municipal pour désigner un représentant pour siéger au sein de son conseil d'administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner les représentants de la Ville dans ces deux instances.

Ont été élus :

- Pour l'UFR d'odontologie : Chantal LEVY-RAMEAU
- Pour le Conseil d'administration de l'université Montpellier 3 : Guy BARRAL

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Centre équestre Montpellier Grammont - Désignation des représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Centre équestre Montpellier Grammont a pour but de promouvoir les activités équestres.

Conformément à l'article 9 des statuts de l'association et selon les modalités décrites dans la convention signée entre la Ville de Montpellier et l'association Centre Equestre Montpellier Grammont, la municipalité de Montpellier doit être représentée par deux élus lors des assemblées générales de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner ces représentants.

Ont été élus :

- Fabien ABERT
- Sonia KERANGUEVEN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

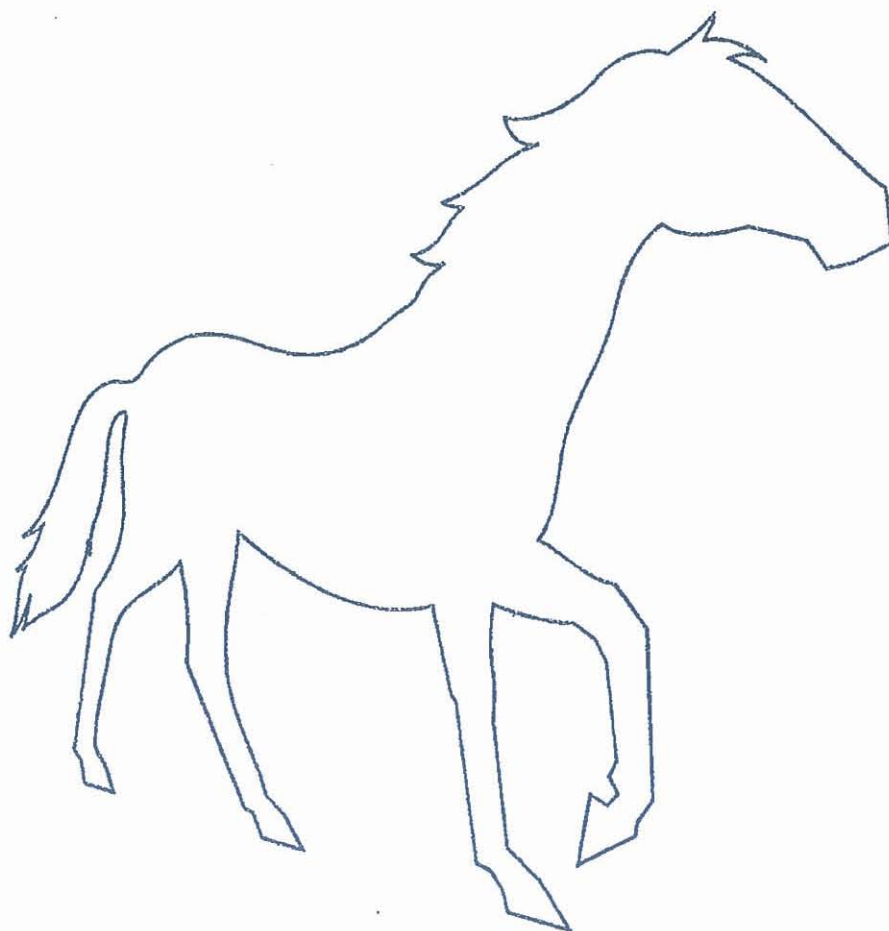


Publiée le : 27 juin 2014

Centre Equestre

MONTPELLIER - GRAMMONT

STATUTS



ASSOCIATION DU CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT

STATUTS

(annulent et remplacent les statuts adoptés le 08/02/2002)

Article 1 : L'Association dite « Centre Equestre Montpellier Grammont » est constituée conformément aux dispositions de la Loi du 1^{er} juillet 1901 et régie par la loi sur le sport du 16 juillet 1984 et ses décrets d'application.

Article 2 : Cette association a pour objet :

- a) de faire pratiquer l'équitation sous toutes ses formes,
- b) d'initier, de former, de perfectionner les cavaliers à la pratique équestre
- c) d'organiser et de participer aux examens fédéraux
- d) de préparer aux examens des Brevets d'Etat d'enseignants
- e) d'organiser des compétitions officielles
- f) de promouvoir le cheval et les activités équestres.

Les ressources de l'Association comprennent :

- les cotisations des membres dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale ou par mandat spécial de l'Assemblée au Comité Directeur,
- les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des Etablissements Publics,
- le remboursement de prestations offertes aux membres, dont le barème résultera de péréquation des différents coûts supportés par l'Association au titre de ces prestations,
- toutes autres ressources autorisées par la Loi,
- la recherche systématique de profits est exclue

Article 3 : La durée de l'Association est illimitée.

Elle a été fondée le 23 juin 1980 ;

Elle a son siège social

Centre Equestre Montpellier Grammont
Domaine de Grammont
Avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER

Elle a été déclarée à la Préfecture de Montpellier, le 26 septembre 1980 ;
Numéro de récépissé : 8310 ; Parution au journal officiel du 18/03/1992

- Article 4 :** L'Association se compose de membres pratiquants, de membres bienfaiteurs et de membres d'honneurs.
- « Les services de l'Association sont réservés à ses seuls membres, définis au présent article et à l'article 5.
- Les services qui pourraient être offerts à de simples usagers non membres feront l'objet d'une tarification particulière et seront affectés à un secteur comptable distinct »
- Pour adhérer à l'Association, il faut être agréé par le Comité Directeur, avoir payé la cotisation annuelle indiquée au règlement intérieur, être titulaire ou avoir demandé la licence fédérale FFE de l'année en cours.
- Article 5 :** Est dit pratiquant, tout membre qui participe aux activités de l'Association selon les modalités déterminées au Règlement intérieur.
- Est dit bienfaiteur tout membre non pratiquant qui acquitte le montant de la cotisation particulière ou verse des dons selon les dispositions du règlement Intérieur.
- Le titre de Membre d'honneur peut être décerné par le Comité Directeur aux personnes physiques ou morales qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'Association sans être tenues de payer ni droit d'entrée, ni cotisation annuelle.
- Les Membres d'Honneurs et les Membres Bienfaiteurs peuvent assister à l'Assemblée Générale mais n'ont pas de voix délibérative.
- Article 6 :** La qualité de membre se perd :
- a) par décès,
 - b) par démission adressée par écrit au Président de l'Association,
 - c) par exclusion prononcée par le Comité Directeur pour infraction aux présents statuts ou motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'Association,
 - d) par radiation prononcée par le Comité Directeur pour non-paiement de la cotisation.
- Tout personne qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire doit être entendu par le Comité Directeur ; les droits de sa défense doivent être préservés (délais de convocation, assistance éventuelle...).
- Tout Membre qui, pour quelque cause que ce soit, cesse de faire partie de l'Association, n'a droit à aucun remboursement.
- Article 7 :** L'Association assure en son sein la liberté d'opinion et le respect des droits de défense, s'interdit toute discrimination de quelque nature qu'elle soit dans sa vie, son organisation et son fonctionnement.
- Elle veille à l'observation des règles déontologiques définies par le Comité National Olympique et Sportif Français.
- Elle s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.
- Article 8 :** L'Association s'engage à se conformer aux statuts et règlement de la Fédération française d'équitation ainsi que ceux de ses organismes régionaux et départementaux.
- Elle s'engage en outre à respecter les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité, applicables à la pratique équestre, et les dispositions de la Loi du 16 juillet 1984 et de ses décrets et arrêtés d'application réglementant la profession d'Educateur Sportif.

Article 9 : L'Association est administrée par un Comité Directeur, composé de :

- Membres élus au nombre minimum de 8 et au maximum de 12,
- deux Membres de droit

a) **Membres élus :** L'élection a lieu au scrutin secret par l'Assemblée Générale des électeurs.

Les Membres du Comité Directeur sont élus pour la durée de l'Olympiade au cours de laquelle a eu lieu leur élection.

Ils sont rééligibles.

Le renouvellement des Membres du Comité Directeur devra être réalisé à la date anniversaire de chaque Olympiade et en tous cas, avant les élections du Président de Ligue.

Est électeur tout Membre Pratiquant, âgé de seize ans au moins au jour de l'élection, ayant adhéré à l'Association depuis plus de six mois, à jour de sa cotisation annuelle à l'Association, titulaire de la Licence Fédérale FFE de l'année en cours. Les membres de moins de 16 ans sont représentés par leurs parents ou leur tuteur légal.

Est éligible au Comité Directeur, toute personne âgée de seize ans au moins au jour de l'élection, Membre de l'Association depuis plus de six mois, à jour de sa cotisation annuelle à l'Association, titulaire de la Licence Fédérale FFE de l'année en cours. Toutefois, la moitié au moins des sièges du Comité Directeur devront être occupés par des membres ayant la majorité légale et jouissant de leurs droits civil et politique.

La composition du Comité Directeur doit refléter la composition de l'Assemblée Générale, pour permettre l'égal accès des femmes et des hommes aux instances dirigeantes.

Les candidatures doivent être adressées au Président 15 jours avant la date de l'Assemblée Générale.

Le vote par correspondance et par procuration ne sont pas admis.

b) **Membres de droit :** Sont Membres de droit deux représentants élus de la Municipalité de Montpellier, selon les modalités décrites dans la Convention signée entre la Municipalité et l'Association Centre Equestre Montpellier Grammont.

Le comité Directeur élit pour la durée de son mandat, au scrutin secret, son bureau comprenant le Président, les Vices-Présidents, le Secrétaire, le trésorier. Les Membres sortants sont rééligibles.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement des membres lors de la prochaine assemblée Générale. Les pouvoirs des Membres alors élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des personnes remplacées.

Si au cours d'un vote au sein du Comité Directeur, aucune-majorité ne se dégage, le président a voix prépondérante.

Article 10 : Le Comité Directeur se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart de ses Membres.

La présence du tiers des Membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations.

Tout Membre du Comité qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, manqué trois séances consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le secrétaire. Ils sont transcrits sans blanc ni rature, sur un registre tenu à cet effet.

Article 11 : Les dépenses sont ordonnancées par le Président.

L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son Président ou, à défaut, par tout autre Membre du Comité Directeur spécialement habilité à cet effet par le Comité.

La convention Municipale dont l'Association est signataire, ses avenants, ses modifications font l'objet d'un débat en Assemblée Générale.

Article 12 : L'Assemblée Générale comprend :

- Les Membres Pratiquants, tels que définis au premier alinéa de l'Article 5, à jour de sa cotisation et âgés de seize ans au moins au jour de l'Assemblée, et titulaire de la Licence fédérale FFE de l'année en cours.
- Les Membres de droit.
- Les Membres bienfaiteurs.
- Les Membres d'honneur.
- Le Personnel Enseignant.

Elle se réunit une fois par an et, en outre, chaque fois qu'elle est convoquée par son Président ou sur la demande du quart au moins de ses Membres.

Son ordre du jour est défini par le Comité Directeur.

Son bureau est celui du Comité Directeur.

Elle délibère sur les rapports relatifs à la gestion du Comité Directeur et à la situation morale et financière de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos dans un délai inférieur à 6 mois à compter de la clôture de l'exercice, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Elle pourvoit au renouvellement des Membres du Comité directeur dans les conditions fixées à l'Article 9.

Elle prononce, sous réserve des approbations nécessaires, sur les modifications aux statuts.

Elle adopte le Règlement intérieur.

Elle délibère et se prononce sur toutes les questions qui pourraient être posées par les Membres de l'Association, lesdites questions devant parvenir au Président dix jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale.

Dans les nouveaux statuts de la FFE le Président représente le Centre Equestre Montpellier Grammont et vote avec un nombre de voix correspondant au nombre de cavaliers licenciés.

Le vote par pouvoir est autorisé, mais le vote par correspondance n'est pas admis.

Aucun Membre de l'Association ne peut détenir plus de cinq pouvoirs. Tout détenteur de pouvoir doit être Membre de l'association.

Article 13 : Les délibérations sont prises à la majorité des voix des Membres votants, présents et éventuellement représentés à l'Assemblée.

Pour la validité des délibérations, la présence du quart des votants est nécessaire. Si ce quorum n'est pas atteint, il est convoqué, avec le même ordre du jour, une deuxième Assemblée, à six jours au moins de l'intervalle, qui délibère, quel que soit le nombre des Membres présents.

Article 14 : Les statuts ne peuvent être modifiés en Assemblée Générale que sur proposition du Comité Directeur ou du quart des votants dont elle se compose, soumise au Bureau au moins un mois avant la séance.

L'Assemblée Générale réunie à cet effet doit se composer du quart au moins des Membres pouvant voter. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à six jours au moins d'intervalle.

Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre des Membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix des Membres votants.

Article 15 : L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre plus de la moitié des Membres pouvant voter.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau, mais six jours au moins d'intervalle ; elle peut alors délibérer, quel que soit le nombre des Membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité absolue des voix des Membres présents et éventuellement représentés à l'Assemblée Générale.

Article 16 : En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association.

Elle attribue l'actif net, conformément à la Loi et avec l'agrément du Comité régional d'équitation LANGUEDOC ROUSSILLON, pour l'employer à une destination utile au cheval. En aucun cas les Membres de l'Association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'Association.

Article 17 : Tous ces articles et toutes les dispositions figurant dans les statuts précédemment déposés en Préfecture de Montpellier, et qui ne sont pas repris par les présents statuts sont annulés.

Article 18 : Les statuts ainsi que les procès-verbaux des Assemblées Générales Electives ou, au cours desquelles les statuts auront été modifiés, doivent être adressés à la Préfecture, au Comité Régional, ainsi qu'à la FFE.

Toute modification concernant le personnel enseignant doit, dans le mois qui suit, être communiquée au Comité Régional d'Equitation pour transmission à la FFE.

Le règlement intérieur doit être communiqué à la Préfecture.

Les présents statuts ont été adoptés en Assemblée Générale, tenue le 3 février 2006, sous la Présidence de Raymonde BOYER, au château du Domaine de Grammont.

(cachet de l'Association)

CENTRE EQUESTRE MUNICIPAL
MONTPELLIER GRAMMONT
Avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 67 65 60 98 Fax 04 67 64 02 47

Statuts page - 5 -

(signature)

R. BOYER


Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Architecture et Maitres d'Ouvrage AMO - Désignation d'un représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est adhérente à l'association AMO Languedoc-Roussillon et siège au conseil d'administration.

L'association AMO Languedoc-Roussillon sollicite la ville de Montpellier pour designer un représentant.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants dans cette instance.

A été élue :

- Stéphanie JANNIN

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 27 juin 2014

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Association MEDIA FORMA SUD Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Média Forma Sud a pour but la formation aux divers métiers de la Communication.
Son siège social est fixé à Montpellier – 43, rue Proudhon.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la Ville de Montpellier, en tant que personne morale, membre actif, est représentée à l'assemblée générale de l'association Média Forma Sud par un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Titulaire : Cédric de SAINT-JOUAN
- Suppléante : Khanthaly PHOUTTHASANG

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Comité des Oeuvres Sociales et Culturelles du Personnel municipal et du Centre Communal d'Action Sociale (COSC) Désignation d'un nouveau représentant du Conseil municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles du Personnel de la Ville de Montpellier et du Centre Communal d'Action Sociale a pour objet la participation à l'action sociale, le loisir, la culture et plus généralement le soutien matériel, financier, moral des agents de la ville et du centre communal d'action sociale de la ville de Montpellier.

Conformément aux dispositions statutaires du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles, le Conseil Municipal doit être représenté au sein du Conseil d'administration par 2 représentants.

Lors du Conseil municipal du 24 avril 2014, les représentants de la Ville ont été désignés : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et Madame Patricia MIRALLES. Madame Patricia MIRALLES ayant vocation à représenter le CCAS, dont elle est vice-présidente, il s'agit donc de désigner en lieu et place de Madame MIRALLES un nouveau représentant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner un nouveau représentant de la Ville dans cette instance.

A été élu :

- Gérard CASTRE |
Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Désignation d'un représentant de la Ville de Montpellier au Conseil d'administration du Centre Régional d'Information Jeunesse du Languedoc-Roussillon (CRIJ)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le CRIJ a pour objet de mettre à disposition des jeunes par tous les moyens appropriés les informations dont ils souhaitent disposer dans les domaines du logement, de l'emploi, de la scolarité, des services... Il vise également à favoriser l'initiative, l'engagement social et la mobilité des jeunes.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la Ville de Montpellier, en tant que collectivité participant à son financement, a la qualité de membre de droit du Conseil d'administration du CRIJ. A ce titre, elle doit y être représentée par un membre du Conseil Municipal.

Lors du Conseil municipal du 22 mai 2014, Madame Annie YAGUE a été désignée représentante de la Ville. Suite à la démission de Madame YAGUE de cette instance, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant.

A été élu :

- Fabien ABERT

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Institut Confucius - Désignation des représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Institut Confucius a pour but de promouvoir la langue et la culture chinoises auprès d'un très large public : enfants, adultes et personnes intéressées par la Chine.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la ville de Montpellier, doit désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour la représenter lors de l'assemblée générale.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

Ont été élus :

- Titulaires :
 - Khanthaly PHOUTTHASANG
 - Titina DA SYLVA
- Suppléants :
 - Samira SALOMON
 - Jean-Marc DI RUGGIERO

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 27 juin 2014

Institut Confucius de Montpellier



Hanban



Considérant,

Le jumelage des villes de Montpellier et Chengdu,
l'accord universitaire entre l'UESTC (Université des Sciences et Technologies Electroniques de Chine) de Chengdu et l'UM2 (Université Montpellier 2),
les forts liens d'amitié entre les communautés éducatives et culturelles renforcés par l'accord tripartite signé entre le Bureau d'éducation de Chengdu, la ville de Montpellier et le rectorat de Montpellier en mars 2012,
l'existence de bourses d'étude entre les villes de Montpellier et Chengdu,
le soutien académique du rectorat de Montpellier au jumelage d'établissements et échanges scolaires,
les liens entre l'UM1 (Université Montpellier 1) et la Chine et tout particulièrement les universités de Chengdu,
la présence et le dynamisme de la Maison de Montpellier à Chengdu,
le dynamisme de l'Alliance française de Chengdu et son partenariat avec UESTC,
le fort développement de l'apprentissage du chinois dans les écoles et établissements secondaires de Montpellier,
le dynamisme du tissu associatif franco-chinois à Montpellier,
la volonté des partenaires d'exprimer avec force leur engagement commun de renforcer les liens entre Montpellier et sa région et la ville de Chengdu.

les partenaires chinois et montpelliérains nommés ci-dessous,

- Hanban
- UESTC (Chengdu)
- Université de Montpellier 1
- Université Montpellier 2 Sciences et techniques
- Ville de Montpellier
- Rectorat de l'Académie de Montpellier,

s'engagent à porter le projet de création de l'association « Institut Confucius de Montpellier ».

Cet institut Confucius aura pour vocation d'assurer à Montpellier le rayonnement de la langue et de la culture chinoises, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la ville partenaire de Chengdu.

Le 25 juin 2013 à Montpellier

Institut Confucius de Montpellier

Préambule :

Le Bureau de la Commission pour la Diffusion Internationale du Chinois (HANBAN) a retenu la candidature de MONTPELLIER portée par l'UM2, l'UM1, la ville de Montpellier et le Rectorat de Montpellier pour l'établissement d'un Institut Confucius à Montpellier. Cet accord s'est concrétisé à Pékin le 26 avril 2013 par la signature officielle de la convention de coopération entre le HANBAN et l'Université Montpellier 2, constituant les fondements de la présente association dénommée Institut Confucius de Montpellier

TITRE 1 - Constitution et objet

Article 1 - Constitution de l'association

Il est constitué entre les soussignés et toutes les personnes morales ou physiques qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901 et les présents statuts.

Article 2 - Durée de l'association

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Article 3 - Dénomination de l'association

L'association prend la dénomination d'INSTITUT CONFUCIUS DE MONTPELLIER. Le nom complet devra figurer dans tous les documents officiels administratifs et réglementaires.

Article 4 – Objet

L'Institut Confucius de Montpellier a pour objet la diffusion et la promotion de la culture et de la langue chinoises et de favoriser les échanges avec la Chine et plus particulièrement avec la ville de Chengdu.

A ce titre, l'association peut notamment :

- dispenser des enseignements et organiser des activités de sensibilisation à
 - langue,
 - Calligraphie,
 - Musique,
 - cuisine,
 - civilisation et d'histoire de l'art
 - découverte de la médecine traditionnelle chinoise...
- favoriser les contacts et les échanges avec la Chine
- animer le tissu associatif franco-chinois
- monter des expositions et des événements (colloque, fête de la nouvelle année chinoise par exemple)
- organiser des rencontres, des stages linguistiques, des stages d'études

et d'une manière générale exercer toute autre activité en rapport avec son objet.

Article 5 - Siège social

Le siège social de l'Association est fixé au local de l'Institut, Espace Jacques 1^{er} d'Aragon, 117 rue des Etats Généraux, Richter, 34000 Montpellier. Le siège social pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration dans les conditions décrites à l'article 14 des présents statuts.

TITRE 2 - Composition de l'association et cotisation

Article 6 - Membres de l'association.

L'association est composée de trois collèges :

Le collège n°1 des membres fondateurs:

- UESTC (Chengdu), représentant le Hanban (deux représentants titulaires et leurs suppléants)
- La ville de Montpellier (deux représentants titulaires, et leurs suppléants)
- UM1 (un représentant institutionnel et un représentant expert, titulaires, et leurs suppléants)
- UM2 (un représentant institutionnel et un représentant expert, titulaires, et leurs suppléants)
- Rectorat (un représentant institutionnel et un représentant expert, titulaires, et leurs suppléants)

La cotisation des membres du premier collège est fixée par l'Assemblée générale. Elle peut être compensée par une valorisation équivalente, après accord de l'assemblée générale.

Un représentant expert est un sinologue reconnu ou une personne ayant un rôle fort dans les relations franco-chinoises.

La qualité de représentant du collège n°1 se perd à l'expiration de la représentativité du membre au sein de son organisme mandataire.

- **Le collège n°2 des membres associés, personnes morales ayant des liens avec la Chine (associations sinophiles, entreprises, autres collectivités territoriales, autres établissements)** ayant chacun 1 représentant titulaire et un suppléant à l'Assemblée générale.

La cotisation des membres du second collège est couverte par l'adhésion de leur institution à l'association dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'administration. La première cotisation de **membres associés ou personnes morales** est fixée par l'assemblée générale constitutive à 200 € et couvre exceptionnellement la période 2013 et 2014. La qualité de représentant du collège n°2 se perd à l'expiration de la représentativité du membre au sein de son organisme mandataire.

Le collège n° 3 des membres actifs, ayant chacun 1 représentant à l'assemblée générale. Ce collège est composé des personnes physiques adhérentes de l'association. Ces membres acquittent une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'administration. La première cotisation est fixée par l'assemblée générale constitutive à 15 € et couvre exceptionnellement la période 2013 et 2014.

Les représentants suppléants ont vocation à remplacer les représentants titulaires en cas d'empêchement de ces derniers.

Article 7 - Qualité et perte de qualité de membre

L'admission des membres, à l'exception des membres du collège n°3, est décidée par le conseil d'administration.

Les personnes morales, pour être membres, doivent avoir adhéré à l'association selon leurs règles propres le leur permettant. Elles désignent les personnes physiques appelées à les représenter de manière permanente. Le mandat de celles-ci au sein de l'association est limité à la durée de leur mandat au sein de la personne morale qu'ils représentent. Tout changement d'un représentant en cours de mandat devra être notifié par écrit à l'Association.

La qualité de membre se perd :

- par démission adressée au Président de l'association
- par décès pour les personnes physiques,

- par mise en liquidation judiciaire ou dissolution pour quelque cause que ce soit pour les personnes morales,
- par exclusion prononcée par le conseil d'administration pour non paiement d'une cotisation annuelle ou pour motif grave laissé à son appréciation. Dans ce dernier cas, l'intéressé doit au préalable être invité, par lettre recommandée avec accusé de réception précisant le motif de la convocation et la sanction encourue, à se présenter devant le Conseil d'administration afin de fournir des explications sur les faits qui lui sont reprochés. La décision d'exclusion devra être motivée et notifiée à l'intéressé.

Article 8- Responsabilité de l'association et des membres

Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés par elle sans qu'aucun des membres ne puisse être tenu personnellement responsable. Cependant, les membres agissant pour le compte et au nom de l'association ou participant à son administration, tel que prévu aux articles 14, 15, et 16 des présents statuts sont responsables des fautes personnelles commises dans l'exécution de leur mandat ou l'exercice de leurs fonctions.

TITRE 3 - Fonctionnement et administration.

Article 9 - Organes de gouvernance

Les organes de gouvernance de l'association sont :

- l'Assemblée générale
- le Conseil d'administration
- le Bureau.

Article 10 - L'Assemblée générale

L'assemblée générale se compose de l'ensemble des représentants des membres définis à l'article 6, à jour de leur cotisation à la date de la réunion.

Chaque représentant dispose d'une voix.

Ils se réunissent en assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

Article 11 - Dispositions communes aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires

L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration.

L'assemblée générale se réunit au lieu indiqué dans la convocation adressée par son Président au moins quinze jours avant la date par simple lettre ou par tout autre mode approprié, à l'adresse de chacun des membres. L'avis de convocation contient l'ordre du jour détaillé accompagné des documents nécessaires à la tenue de la réunion.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si les 2/3 des représentants du premier collège sont présents ou représentés.

Tout représentant d'un membre de l'association peut donner pouvoir à un représentant d'un membre du même collège pour le représenter. Chaque représentant ne peut recevoir plus de deux pouvoirs.

Si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, une nouvelle assemblée générale est convoquée par le Président dans un délai de quinze jours au plus tard avec le même ordre du jour ; celle-ci délibère alors valablement sans condition de quorum.

Les décisions sont prises à main levée ou à bulletin secret si le tiers des membres présents ou représentés le demandent. La voix du président est prépondérante en cas d'égalité des voix. Le représentant d'un membre n'a pas le droit de vote sur les résolutions relatives à des actes juridiques ou des actions concernant le membre qu'il représente.

Il est tenu un registre des présences que chaque représentant présent émerge en son nom propre et, le cas échéant, pour les représentants de membres qu'il représente. La liste des pouvoirs de représentation y est annexée.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire. Les procès-verbaux sont retranscrits sur un registre tenu à cet effet.

Article 12 - Assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, afin :

- de donner toutes autorisations au Conseil d'administration, au Président et au Trésorier pour effectuer toutes opérations entrant dans l'objet de l'association mais pour lesquelles les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts ne seraient pas suffisants,
- d'adopter le budget présenté par le Président du conseil d'administration,
- de fixer sur proposition du Conseil d'administration le montant de la cotisation annuelle,
- d'approuver le règlement intérieur de l'association proposé par le Conseil d'administration, et ses modifications ultérieures,
- d'entendre les rapports annuels du Conseil d'administration sur la gestion et sur la situation morale et financière de l'association,
- d'approuver les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois qui suivent leur arrêté,
- de désigner et révoquer les membres du Conseil d'administration,
- de désigner,, sur proposition du Conseil d'administration, pour une période de six ans un commissaire aux comptes qui exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par les normes et règles de sa profession,
- d'entendre le rapport du commissaire au compte, à l'issue d'une mise en concurrence,
- de modifier, sur proposition du Conseil d'administration, le nom de l'association,
- d'approuver le contrat du directeur de l'association.

Les décisions sont prises selon une règle de double majorité, à atteindre de manière cumulative : majorité simple des suffrages exprimés et majorité des 2/3 des suffrages exprimés par les représentants du collège n°1. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls n'entrent pas en ligne de compte pour le dénombrement des suffrages exprimés.

Article 13 Assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire est réunie sur un ordre du jour limitatif afin :

- de délibérer sur des propositions de modifications des statuts,
- de prononcer la dissolution de l'association,
- de délibérer en cas de circonstances exceptionnelles appréciées par le Président et après avis du Conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des suffrages exprimés. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls n'entrent pas en ligne de compte pour le dénombrement des suffrages exprimés.

Article 14 - Le Conseil d'administration.

L'association est administrée par un Conseil d'administration de 18 membres qui comprend :

- le président de l'UM2 qui est président de droit de l'association,
- quatre vice-présidents
- un secrétaire,
- un trésorier.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées, seuls des remboursements de frais approuvés par le Conseil sont possibles selon les modalités prévues dans le règlement intérieur.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés, pour une durée de 3 ans et ainsi répartis :

- 10 représentants du collège n°1 dont le président de l'UM2, désignés d'office par l'Assemblée générale.
- 4 représentants du collège n°2, élus par l'Assemblée générale sur proposition des représentants du collège n°2.
- 4 représentants du collège n°3, élus par l'Assemblée générale sur proposition des représentants du collège n°3.

En cas de vacance de poste, le Conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif lors de la première Assemblée générale pouvant se tenir. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration du mandat du membre remplacé.

Article 15- Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration doit notamment :

- élire en son sein son président, son secrétaire, son trésorier, et deux vices présidents et désigne les membres du Bureau.
- proposer à l'assemblée générale les objectifs et orientations générales des activités de l'Association,
- contrôler leur exécution,
- préparer et exécuter le budget voté par l'Assemblée générale,
- fixer les dates d'arrêtés des exercices comptables,
- établir les rapports annuels relatifs à la gestion et à la situation morale et financière de l'association présentés à l'approbation de l'Assemblée générale,
- rédiger le règlement intérieur de l'association et le soumettre au vote de l'Assemblée générale,
- approuver le règlement applicable en matière de relations et de conditions de travail du personnel permanent et salarié de l'Association,
- nommer et révoquer les directeurs, selon les modalités définies à l'article 22,
- statuer sur l'admission et l'exclusion des membres de l'Association.

Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses attributions au Bureau et au Président.

Article 16 - Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation du Président, ou sur demande de la moitié de ses membres, par lettre ou tout autre mode approprié adressé à chacun des membres transmis quinze jours au moins avant la réunion, mentionnant l'ordre du jour et accompagné des documents nécessaires.

Le Conseil d'administration délibère valablement lorsqu'au moins onze de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls n'entrent pas en ligne de compte pour le dénombrement des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Tout membre du Conseil d'administration peut, par lettre ou autre mode transposé sur un support papier communiquée au Président en début de réunion, donner pouvoir, pour être représenté, à un autre membre du même collège. Chaque membre du Conseil d'administration ne peut disposer que de deux pouvoirs.

Les directeurs de l'association assistent aux travaux du Conseil d'administration sans droit de vote. A titre consultatif, ils peuvent y rapporter sur tout sujet ayant trait aux activités de l'Association.

Il est tenu un registre des présences que chaque membre émarge en son nom propre et, le cas échéant, pour les membres qu'il représente. La liste des pouvoirs de représentation y est annexée.

Tout membre du Conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire par le Conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire. Les procès-verbaux sont retranscrits sur un registre tenu à cet effet.

Article 17 - Le Bureau

Le Bureau est composé :

- du président du conseil d'administration,
- de trois vice-présidents
- d'un trésorier
- d'un secrétaire

Les directeurs de l'association participent aux travaux du bureau dont ils assurent le secrétariat en lien avec le secrétaire.

Le bureau est l'exécutif de l'association et à ce titre fixe les modalités opérationnelles de mise en œuvre des décisions arrêtées par le conseil d'administration, contrôle leur bonne exécution et en propose au conseil d'administration toutes les évolutions jugées nécessaires.

Il se réunit au moins une fois tous les deux mois sur convocation du président, celle-ci pouvant prendre toute forme mais devant précéder de huit jours au moins la réunion. Exceptionnellement, l'ordre du jour peut n'être fixé qu'en début de réunion de Bureau par le Président.

Il se réunit de plus chaque fois que le président le juge nécessaire. Dans ce cas il en communique l'ordre du jour à l'appui de la convocation.

Ses avis sont consignés dans un relevé établi pour chaque réunion. Les relevés de décision sont retranscrits sur un registre tenu à cet effet.

Article 18 - Conventions entre l'association et un membre du conseil d'administration ou du Bureau

Toutes conventions intervenant entre l'association et toute entreprise, collectivité ou organisme membre de l'association ou dans lesquels l'un des membres du conseil d'administration ou du bureau de l'association exerce une responsabilité dans un organe de leur direction ou administration doivent être soumises au conseil d'administration de l'association. Le ou les membres concernés du Conseil d'administration de l'association ne prennent pas part au vote.

Article 19 - Le Président

Le président de l'UM2 est de droit le président du conseil d'administration est de l'association.

Il est chargé d'assurer l'application des présents statuts et à ce titre de convoquer les assemblées générales, le conseil d'administration et le bureau dont il assure la présidence des réunions.

Il est chargé de veiller aux intérêts moraux et matériels de l'association. Il peut prendre toutes initiatives se rapportant à son objet, sa mission et ses fonctions, dans le cadre des délégations consenties par le conseil d'administration.

Le président est chargé de veiller à l'application du règlement intérieur.

Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Il est chargé d'ouvrir un compte en banque auprès de la banque de Chine et déléguer tous pouvoirs pour leur fonctionnement au trésorier et au directeur, selon des modalités et montants qui doivent alors être approuvés par le conseil d'administration.

En cas d'empêchement temporaire, il est remplacé par le vice-président le plus âgé.

Article 20 Le Secrétaire

Le secrétaire est élu par le conseil d'administration parmi ses membres. Son mandat est de trois ans; le secrétaire est de droit le secrétaire du bureau.

Le secrétaire est responsable de l'élaboration des procès-verbaux des réunions des assemblées générales, du conseil d'administration et du bureau de l'association et de la tenue des registres de procès-verbaux et du registre spécial.

Article 21 - Le Trésorier

Le trésorier est élu par le conseil d'administration parmi ses membres. Son mandat est de trois ans. Le trésorier est de droit le trésorier du bureau. Le trésorier arrête le budget annuel pour le présenter à l'assemblée générale. Il tient la comptabilité de l'association et gère ses finances.

Article 22 - Les Directeurs et la cotutelle

Un directeur français est nommé par le conseil d'administration sur proposition du président.
Un directeur chinois est nommé par le conseil d'administration sur proposition des partenaires chinois.

Leurs fonctions et pouvoirs sont précisés dans la décision qui les nomme.

Ils sont chargés de l'exécution des orientations arrêtées par le conseil d'administration selon les modalités fixées par le bureau auquel ils rendent compte.

Ils assistent aux réunions du conseil d'administration et du bureau à titre consultatif.

7

Article 23 - Règlement intérieur

Sur proposition du bureau, le conseil d'administration arrête le texte d'un règlement intérieur qui déterminera les détails d'exécution des présents statuts. Ce règlement sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale ainsi que toutes modifications ultérieures. Il aura la même force que les statuts et devra être exécuté par chaque membre dès son entrée en vigueur. En cas de contradiction entre les statuts et le règlement intérieur, les dispositions des statuts prévalent.

TITRE 4 - Ressources et comptabilité

Article 24 - Ressources

Les ressources de l'Association se composent :

- des cotisations de ses membres, de toutes subventions versées par l'Union Européenne, l'Etat français, l'Etat chinois, les collectivités territoriales et les organismes publics ou privés chinois, français ou internationaux toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires,
- du produit de la vente des prestations réalisées par l'association,
- des apports éventuels de ses membres.

Article 25 - Budget

Le budget est présenté par le Conseil d'administration et soumis au vote de l'Assemblée générale. L'assemblée générale approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Article 26 – Comptabilité

Il est tenu à jour une comptabilité pour l'enregistrement de toutes les opérations financières, conformément au plan comptable général et à ses adaptations spécifiques au secteur associatif.

TITRE 5 - Dissolution et Formalités

Article 27 - Dissolution

La dissolution de l'association est prononcée, sur proposition du Conseil d'administration, par une Assemblée générale extraordinaire réunie dans les conditions prévues aux articles 11 et 13 des présents statuts. L'Assemblée générale extraordinaire désigne alors parmi ses membres un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation et dont elle définit les pouvoirs. L'actif, s'il y a lieu, est dévolu par la même assemblée conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901. En aucun cas les membres ne pourront se voir attribuer une part quelconque des biens de l'Association autres que leurs éventuels apports.

Article 28 - Formalités de déclaration et de publicité

Le Président du conseil d'administration doit effectuer à la Préfecture les déclarations prévues par la loi du 1er juillet 1901 et notamment les déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration de l'association et les modifications apportées aux statuts. Il veille à l'application des formalités de publicité prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 29 - Registre spécial

Tous les changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association ainsi que les modifications apportées aux statuts sont consignés par le secrétaire sur un registre spécial tenu et conservé au siège de l'association.

Yanrong LI,
président de l'UESTC
ou son représentant :

Michel ROBERT,
président de l'Université Montpellier
2

Hélène MANDROUX,
Maire de la ville de
Montpellier, ou son
représentant :

Christian PHILIP,
Recteur de l'Académie
de Montpellier,
Chancelier des
universités,

Philippe AUGÉ,
président de l'Université
Montpellier1

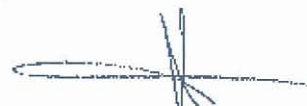
Statuts adoptés par l'Assemblée générale constitutive du 25 juin 2013 et déposés en préfecture de l'Hérault.
Fait à Montpellier, en cinq exemplaires originaux.

MAJ suite au CA du 18.3.2014

Le Président



Michel ROBERT



39 PORTERAY
10 Président

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Désignation de Madame Hélène MANDROUX, Maire honoraire, en tant que représentante de la Ville de Montpellier au sein de l'association MediverCities

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

MediverCities est un réseau de gouvernements nationaux, sous-nationaux, d'autorités locales, d'institutions scientifiques et d'organisations internationales qui vise à améliorer la protection et la gestion de la biodiversité dans le bassin méditerranéen. MediverCities a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique au niveau local dans la zone méditerranéenne.

L'idée de ce réseau a vu le jour durant le premier atelier régional des Gouvernements Méditerranéens sur les Stratégies Nationales et Plans d'Actions qui s'est tenu à Montpellier du 17-19 janvier 2012. Suite à cette conférence, un comité directeur de création du réseau a été constitué. La Ville de Montpellier en partenariat avec le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et l'ICLEI-Gouvernements locaux se charge d'assurer le secrétariat du réseau dans la phase initiale de sa mise en œuvre.

L'implication dans ce réseau de la Ville de Montpellier, capitale française et européenne de la biodiversité en 2011, fait suite aux engagements internationaux de la Ville en faveur de la Biodiversité.

La conférence officielle de lancement de Medivercities s'est tenue à Sarajevo du 15 au 17 mai 2013. Organisée par le Canton de Sarajevo, la Ville de Montpellier et le secrétariat de la CBD. Elle a rassemblé de nombreux participants issus des différentes rives de la Méditerranée. Cette conférence a été l'occasion de renforcer la coopération régionale et de partager les expériences et outils pour la protection de la biodiversité et des services écosystémiques dans le bassin Méditerranéen. Les participants ont signé ensemble la Déclaration de Sarajevo, s'engageant à lancer le réseau MediverCities.

L'association MediverCities a été déclarée à la préfecture de l'Hérault, Identification R.N.A. : W343015816, No de parution : 20130029.

Les objectifs de MediverCities sont les suivants :

• Protéger la biodiversité au niveau local grâce à la mise en œuvre des Stratégies Nationales et Plans d'Action Biodiversité de la CBD et autres conventions internationales ou régionales, ayant pour objet la conservation, l'usage durable de la biodiversité ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices de son utilisation.

- Intégrer la biodiversité au cœur des politiques locales.
- Participer à la réduction de l'empreinte écologique des zones urbaines méditerranéennes
- Faciliter et catalyser le partage d'expérience entre les partenaires du réseau
- Promouvoir et défendre les intérêts des autorités et gouvernements locaux méditerranéens.

Lors de cette conférence l'association Medivercities a été créé et un bureau provisoire de l'association a été désigné avec comme présidente Mme Hélène Mandroux, en tant que Maire en exercice de la Ville de Montpellier.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il est demandé à la Ville de désigner à nouveau le nom de son représentant au sein de l'association.

Mme Hélène Mandroux, Maire honoraire de la Ville de Montpellier, a toujours été convaincue de la nécessité que les gouvernements locaux devaient s'investir dans une démarche de préservation de la biodiversité et plus particulièrement en méditerranée. Elle s'est investie personnellement auprès des instances du Secrétariat de la Convention pour la Diversité Biologique pour que ce projet de réseau puisse voir le jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le maintien de l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Medivercities,
- d'autoriser le maintien du siège social et administratif de l'association Medivercities au 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2- France,
- De désigner Mme Hélène MANDROUX, Maire honoraire, pour représenter la Ville de Montpellier au sein de l'association MediverCities.
- D'autoriser, dans le respect des règles applicables en la matière, la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement de Mme Hélène MANDROUX rendus nécessaires par cette représentation.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux

Mission à Fès du 11 au 14 juin 2014.

La Ville de Montpellier et la Ville de Fès ont fêté, en 2013, leur dixième anniversaire de jumelage.

Cette célébration s'est déroulée lors de la première édition du forum annuel « Carrefour des villes partenaires de Fès ». A cette occasion, les quartiers des deux villes, Près d'Arènes pour Montpellier et Saïss pour Fès ont signé une convention de partenariat sur des projets éducatifs, sportifs et culturels.

Cette année, la Ville de Fès organise la deuxième édition de la Rencontre Internationale des Villes Jumelées et amies de Fès les 12 et 13 juin, sur le thème « La gestion des villes et l'impératif de la démocratie participative ». Ce rendez-vous a pour objectif d'échanger et capitaliser sur les expériences réciproques, sur les acquis cumulés et les mécanismes opérationnels pour la mise en place et l'ancrage de la démocratie participative, au service d'une bonne gouvernance des villes et du bien-être collectif des citoyens.

Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, conseillère municipale, présentera alors les objectifs de la Ville de Montpellier en matière de démocratie participative notamment auprès des étudiants et jeunes montpelliérains.

Cet évènement coïncidera avec la 20^{ème} édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde qui accueille des artistes de renommée internationale dont des groupes français.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'accorder à Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, conseillère municipale, un mandat spécial pour le déplacement à Fès,
- D'autoriser le déplacement d'administratif qualifié invité par M. le Maire,
- D'autoriser Mme Khanthaly PHOUTTHASANG à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale,
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction des Relations Internationales pour un montant total de 1600 euros (chapitre 920).

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Programmes de mobilité étudiante : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versements de bourses et de frais divers

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre des programmes de mobilité étudiante, permet à quatre étudiants montpelliérains de partir étudier dans trois des villes jumelles pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille quatre jeunes étrangers de ces mêmes villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la Ville de Louisville, 1961 avec la Ville de Heidelberg et 1981 avec la Ville de Chengdu.

La Ville accorde à ces quatre étudiants :

- Le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour étrangers (IEFE) selon leur niveau,
- Une bourse, pour la période universitaire, en échange d'un stage pratique au sein de la Direction des Relations Internationales.

L'action Internationale de la Ville a souhaité poursuivre et intensifier son effort d'accueil d'étudiants boursiers, fidèlement à la tradition universitaire d'ouverture de la Ville, en mettant en place, à la rentrée universitaire 2013, l'attribution de deux bourses supplémentaires pour un étudiant de Bethléem et pour un étudiant de Tibériade. En réponse aux besoins de professionnalisation touristique identifiés avec les deux Villes, ces étudiants poursuivront les enseignements du BTS Tourisme au lycée hôtelier George FRÊCHE, pour une durée de deux ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les six étudiants des villes jumelles (Chengdu, Heidelberg, Louisville, Tibériade et Bethléem),
- D'autoriser le versement d'une bourse d'étude de 500 euros par mois :
 - o Pour les étudiants de Bethléem et de Tibériade du mois de juillet 2014 au mois d'août 2015,

- Pour les autres étudiants, du mois de septembre 2014 au mois de juin de l'année 2015,
- D'autoriser le paiement des frais d'inscription de quatre étudiants (Louisville, Chengdu, Heidelberg) dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour étrangers (IEFE) selon leur niveau, et pour les 2 étudiants de Bethléem et de Tibériade, le paiement des frais liés à l'inscription en BTS Tourisme au lycée Georges FRÊCHE ainsi que la sécurité sociale étudiante,
- De signer une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants boursiers, avec le Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la Direction des Relations Internationales en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse du mois suivant,
- De financer l'achat de petits équipements pour le logement des étudiants (achat de linge de maison, ustensiles de cuisine...),
- D'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920),
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Attribution de Bourses à des lycéens montpelliérains sélectionnés pour "L'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg ».

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Heidelberg, ville jumelle de Montpellier depuis 1961, offre, depuis 2010, la possibilité à trois lycéens au maximum, de chacune de ses villes jumelles, âgés de plus de 16 ans, de participer chaque année, à « l'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg » entre le mois de juillet et le mois d'août.

Ce programme a été créé en 1996 par Madame Beate WEBER, maire de la Ville, en collaboration avec des instituts de recherche renommés, sur le modèle de « l'International Summer Science Institute » de l'Institut Weizmann à Rehovot en Israël. L'objectif étant d'encourager la relève scientifique et de promouvoir les échanges internationaux à Heidelberg.

Ce stage de quatre semaines, sous la direction de chercheurs, offre aux candidats un premier contact avec le monde de la recherche, une découverte de la ville de Heidelberg et de l'Allemagne.

La Maison de Montpellier à Heidelberg reçoit chaque été, l'ensemble des lycéens sélectionnés par le programme, pour un cocktail de bienvenue, quelques conseils pratiques et une présentation de la ville de Montpellier.

Ces lycéens sont présélectionnés par leurs professeurs, dans leurs lycées respectifs, au regard de leur dossier scolaire et de leur niveau d'anglais. Le choix final est opéré par la mairie de Heidelberg, après un entretien téléphonique.

Leurs frais d'inscription, de logement et de restauration sont pris en charge, partiellement, par la mairie de Heidelberg, les participants versant une contribution financière d'environ 300 euros. Les frais de transport jusqu'à Heidelberg restent à leur charge.

L'attribution d'une bourse de 200 euros à chacun des trois lycéens sélectionnés à Montpellier permettrait de proposer cet échange à des familles d'origine modeste, ouvrant ainsi la culture scientifique à tous.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une bourse de 200 euros, à un maximum de trois lycéens (soit un total de 600 euros pour 2014),
- D'autoriser le prélèvement de la dépense sur la ligne de crédit inscrite au budget 2014 de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920),
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014 |



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I – Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Finances et Contrôle de Gestion :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de contrôleur de gestion. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction de la Restauration scolaire :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur adjoint. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver ces modifications au tableau des effectifs. |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Conseil Municipal 26 juin 2014
 Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 17 février 2014

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision	Synthèse de la décision
----------------------------------	--------------------------------

2014/0107	D'attribuer le marché à bons de commande pour la fabrication et la pose de totems de feux à la société EMPREINTE, pour un montant annuel maximum de 160 000 € HT.
2014/0110	Attribution du marché de maintenance des logiciels AutoCad et Covadis à l'entreprise Géomédia : Lot 1 : montant compris entre un minimum de 5 000 € HT et un maximum de 15 000 € HT Lot 2 : montant compris entre un minimum de 500 € HT et un maximum de 3 000 € HT
2014/0114	Attribution du marché de maintenance des logiciels ArcGis à l'entreprise ESRI pour un montant annuel compris entre 20 000 € HT et 45 000 € HT
2014/0115	Dans le cadre du suivi des opérations de mise en conformité des installations du Parc Darwin, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est confiée à l'EURL MONTEILS CONSULTANT pour un montant de 158624,14 € HT
2014/0116	d'attribuer le marché d'«Acquisition d'un dispositif de télémaintenance» à la société SNAISO Communications, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, un montant minimum de 11 000 € et maximum de 25 500 € sur la durée du marché
2014/0118	Suite à la décision n° 2013/0235 concrétisant un emprunt de 1.5 M€ auprès du Crédit Foncier avec une phase de mobilisation des fonds prévue jusqu'au 25/06/2014 et au vu des décaissements effectifs en investissement, il a été demandé une prorogation de cette phase de mobilisation des fonds jusqu'au 25/01/2015.
2014/0119	D'attribuer le marché "Achat de produits de boulangerie pâtisserie", pour le lot 1 à la SARL La Croustillette, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00€ HT, pour le lot 2 à la SARL Jeda Boulangerie Scholler pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 50 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques passés pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de leur notification.

2014/0120	D'attribuer les marchés "achat de boissons de la Ville de Montpellier", pour le lot n°1 à la société PROMO BOISSONS pour un montant total maximum de commandes de 12 000.00 € HT, pour le lot n°2 à la société Jex Alternative Boissons pour un montant total maximum de commandes de 43 000.00 € HT, pour le lot n°3 à la société Jex Alternative Boissons pour un montant total maximum de commandes de 30 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.
2014/0121	D'attribuer le marché "Achat de matériel professionnel de sonorisation audiovisuel, projection" à la société VIDELIO - IEC pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période maximale allant de la date de la notification au 31/12/2016.
2014/0122	D'attribuer le marché "Achat de matériel spécifique pour les archives" pour les lots n°1, 4 et 6 à la société STOULS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 15 000.00 € HT (lot 1), 17 700.00 € HT (lot 4) et 10 500.00€ HT (lot 6), pour les lots n°2 et 7 à la société ATLAN
2014/0123	D'attribuer le marché "l'approvisionnement en fioul domestique et gazole non routier", aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFF SA et RAMOND et CIE pour un montant total maximum de commandes (tous fournisseurs confondus) de 30 000.00 € HT, pour un volume d'approvisionnement estimatif global de 40 000 litres
2014/0125	Marché avec l'UGAP pour la dématérialisation des bons de commande et des factures pour un montant de 45 491.88 € HT
2014/0127	D'attribuer le marché négocié de maintenance des logiciels informatiques du Poste Central de régulation du trafic "PETRARQUE" à la société GERTRUDE, pour un montant de 37 675,75 € HT
2014/0129	De conclure un avenant au marché de dématérialisation interne des factures pour un montant de 5 100 euros HT correspondant à 4 jours d'intervention
2014/0131	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PISCIOTTA Saint
2014/0132	De confier la maintenance préventive et corrective des automatismes, des semi-automatismes et du contrôle d'accès au Centre Municipal Garosud (CMG) à l'entreprise SNEF pour un montant de 85 000€ HT pour la durée du marché
2014/0133	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BENAIS François (AFUL ST GUILHEM)
2014/0134	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI PASTOR IMMOBILIER
2014/0135	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Cédric LIBERT
2014/0136	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Michèle MARTINEZ
2014/0137	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Patricia PUYPE
2014/0138	D'exercer le droit de préemption sur la propriété DAUMERIE située 12 rue du Général Dumas et 40 cours Gambetta, cadastrée section HW 822, pour un montant de 63.000 €.

2014/0139	Direction des Affaires Juridiques - La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BELMELIANI
2014/0140	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mohamed ATIGUI
2014/0141	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AKRAOUI Khalid
2014/0142	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PRUNIERES Jean Claude
2014/0143	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FONCIA LMG
2014/0144	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mme AGUADO Vincente
2014/0145	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ KOCIAK Serge
2014/0146	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LAPEYRE Bertrand
2014/0147	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur et Madame RIVIERE
2014/0148	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/SAS ENERGIE SOLAIRE DE LA SORGUE
2014/0149	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL BATIM
2014/0150	Direction des Affaires Juridiques - La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BERTHOMIEU
2014/0151	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MARMI Embarek
2014/0152	Direction des Affaires Juridiques - La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant n°4 fixant la superficie des bâtiments à 506 370 m² et la prime de régularisation à 16 597.32€
2014/0154	d'adopter l'avenant n° 1 au marché Réseau municipal radio TETRA – Extension, Terminaux, Maintenance avec la société TALCO Languedoc
2014/0155	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TWIN AUDIOLIVE
2014/0156	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE GREEN YELLOW MONTPELLIER
2014/0157	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame CANO MARTINEZ
2014/0159	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GREENWALL, DUMEZ, AAB, RIO CHRETIEN, AMEC SPIE, ENT, DEBAILLES, SPIE

2014/0160	d'attribuer le marché « Solution Antispam, Antipub, Antivirus de la Mairie de Montpellier » à la société OKTEY pour un montant total minimum de 15 000 € HT et maximum de 50 000 € HT et une durée de deux ans reconductible une fois par tacite reconduction.
2014/0163	D'attribuer le marché "Achat de matériels pour l'entretien des Espaces Verts" à la société GALLOY 34 Motoculture Vert pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 60 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de 1 an à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans par tacite reconduction.
2014/0164	De confier à l'entreprise SARL Comptoir Occitan, la fourniture de tee-shirts et casquettes pour un montant 21 530 € H.T.
2014/0165	Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du cinéma Municipal Nestor Burma, il convient de rajouter la carte bancaire comme mode de règlement.
2014/0167	De renouveler son adhésion à 5 organismes pour un montant total de 12 308 € pour l'exercice 2014 (ALE, AMORCE, Comité 21, Energy-Cities, ECOBATP LR)
2014/0168	D'attribuer le marché "Location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows" pour le lot n°1 à la société SML pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 65 000.00 € HT, pour le lot n°2 à la société SEBACH France SA pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de six mois à compter de la date de notification.
2014/0169	D'attribuer le marché "achat de pièces détachées de rechange et d'entretien d'origine pour la maintenance du petit matériel Espaces Verts, Espaces Naturels et Jardins" pour le lot n°1 à la société GALLOY pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT, pour le lot n°2 à la société GALLOY pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de 2 ans à compter de la date de notification.
2014/0170	d'attribuer le marché «Achat et entretien des bornes de pointage avec lecteur motorisé» à la société SPINTECH pour un montant total maximum de 50 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.
2014/0171	de signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et l'AMUE pour une durée de dix ans.
2014/0172	Attribution d'un marché relatif au spectacle pyrotechnique organisé dans le cadre de la Fête Nationale 2014
2014/0178	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Nasser SEDDIK située 1 rue Mareschal, cadastrée section HM 196, pour un montant de 30.000 €.
2014/0180	Conditions d'occupation temporaire du domaine public - Bois de la Chaumière de l'Espace Grammont par la Mission Evangélique du 16/06/2014 au 23/06/2014
2014/0184	Conditions d'occupation temporaire du domaine public - Bois de la Chaumière de l'Espace Grammont par la Mission évangélique pour la période du 01/06/2014 au 15/06/2014.
2014/0198	Renouvellement d'adhésion à des organismes nationaux par le paiement des cotisations pour l'année 2014

2014/0208	<p>Marché Public en Appel d'Offres à prix global et forfaitaire concernant "enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobiliers urbains et d'ouvrages d'art" - Durée du marché 5 ans ferme - Prestations à Bordereau de Prix Unitaires seuil minimum annuel 25 000 € HT et seuil maximum annuel 150 000 € HT -</p> <p>Attributaire - CAO 17-06-14 - société Ciel vert pour un montant de 4 649 210 € HT.</p>
-----------	---

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES

**Marché passé selon une procédure adaptée n° 3C0626
Fabrication et pose de totems de feux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1343/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la fabrication et la pose de totems de feux pour le contrôle d'accès de l'aire piétonne du centre historique ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28-I et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 28 janvier 2014, la société EMPREINTE - 28 avenue de la Mouyssaguère BP 6 - 31280 DREMIL-LAFAGE, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commandes précité à la société EMPREINTE, pour un montant annuel maximum de 160 000 € HT (sans montant minimum), pour une période de un an à compter de sa notification, renouvelable par périodes successives de un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, ligne de crédit 14665, chapitre 908.

Montpellier, le 21/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 21/5/2014
Notifiée le :

Marché passé selon une procédure adaptée n°3B0694
Maintenance des logiciels AutoCad et Covadis

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté n°2014/1343 du 29 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la maintenance des logiciels AutoCad et Covadis ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée, en application des articles 28 et 77 du Code des marchés publics, le 27 janvier 2014 ;
- Que l'entreprise Géomédia, située Immeuble La Vigie 20 quai Malbert CS 42905, 29229 Brest cedex 2, a présenté les offres économiquement les plus avantageuses pour le lot 1 (maintenance logiciel AutoCad) et le lot 2 (maintenance logiciel Covadis) ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités à l'entreprise Géomédia pour des montants annuels de :
Lot 1: montant compris entre un minimum de 5 000€ HT et un maximum de 15 000 € HT
Lot 2: montant compris entre un minimum de 500€ HT et un maximum de 3 000€ HT
Et ce pour une période initiale allant de la notification au 31/12/2014, et pouvant être reconduits par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans
- De dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2014 de la Ville, ligne 2183
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement, tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 26/5/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Luc ALBERNHE



Publiée le : 26/5/2014
Notifiée le :

**Maintenance des logiciels ArcGis
Marché Négocié n°3C0447**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1343 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier la maintenance des logiciels ArcGis à l'entreprise ESRI France, distributeur de ces logiciels ;
- Que le marché est une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence passé en application des articles 35-II-8 et 77 du Code des marchés publics ;
- Que l'entreprise ESRI France, située 38 avenue du Château – 92190 MEUDON, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise ESRI France pour un montant annuel compris entre 20 000 et 45 000€ HT ; et ce pour une période de un an renouvelable par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, ligne 2183 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement, tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21/05/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Luc ALBERNHE



Publiée le : 21/05/2014
Notifiée le :

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE – SUIVI
DES OPERATIONS POUR LA MISE EN
CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET DES
EQUIPEMENTS DU PARC DARWIN**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'écologie urbaine ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de mettre en conformité les installations et les équipements du Parc Darwin ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un assistant à maîtrise d'ouvrage ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 3C0635 ;
- Que seule l'EURL Monteils Consultant a présenté une offre ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que cette offre est économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre de l'EURL Monteils Consultant – Immeuble Green Valley, 849 Rue Favre Saint-Castor, 34080 MONTPELLIER - est acceptée pour un montant de 158 624,14 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget de la ville de Montpellier - Ligne 22873-Nature 2031- Fonction 908232.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le contrat avec l'EURL Monteils Consultant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christophe COUR

Publiée le : 28/5/2014
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Acquisition d'un dispositif de
télémaintenance (n° du marché 4B0030)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de se doter d'un système de centralisation des accès aux serveurs hébergés sur son site et d'en prévoir la maintenance ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 18 février 2014, la société SNAISO a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois à compter de la date de notification, pour un montant total minimum de 11 000 euros HT et maximum de 25 500 euros HT à la société SNAISO Communications sise 141 avenue de Verdun – 92130 Issy-les-Moulineaux.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Chapitres 920 et 900.

Montpellier, le 04/06/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Max LEVITA



Publiée le : 05/06/2014
Notifiée le :

**MODIFICATION PAR AVENANT DE LA DATE DE
MOBILISATION DU PRET N° 0 025 152 W
CONCLU AUPRES DU CREDIT FONCIER - Groupe
CAISSE D'EPARGNE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

-Vu l'arrêté 2014/1341/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA

Considérant :

- Que le contrat de prêt long terme n° 0 025 152 W (réf. Ville n° 13003) d'un montant de 1.500.000 euros, conclu le 09 août 2013 auprès du Crédit Foncier, a pour date maximum de consolidation le 25 juin 2014,
- Que le besoin de financement des investissements de la Ville ne nécessite pas la mobilisation de ce prêt à cette date,
- Que l'offre de réaménagement du prêt n° 0 025 152 W proposé par le Crédit Foncier répond à notre demande de recul de la date maximale de consolidation,
- Que les autres clauses et conditions du contrat initial restent inchangées,
- Que les frais de réaménagement relatifs à la mise en place de l'avenant à ce contrat seront de 5.000 euros,

Décide en conséquence :

- De modifier ce prêt en prorogeant l'échéance de la phase de mobilisation jusqu'au 25/01/2015 pour une consolidation possible sur une durée maximale de 15 ans
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/5/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'Achat de produits de boulangerie
pâtisserie.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits de boulangerie pâtisserie, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 3B1013), conformément à l'article 28 (procédure adaptée) du code des Marchés Publics, en date du 05 décembre 2013, la société SARL La Croustillette, 1224 rue de Centrayragues 34 070 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1. La société SARL JEDA Boulangerie SCHOLLER, 121 avenue de Lodève 34 070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°2.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le lot n°1 à la société SARL La Croustillette pour un montant total maximum de commandes de 20 000.00 € HT, pour une durée de 18 mois à partir de la date de notification.
- D'attribuer le lot n°2 à la société SARL JEDA Boulangerie SCHOLLER pour un montant total maximum de commandes de 50 000.00 € HT, pour une durée de 18 mois à partir de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/05/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/05/2014
Notifiée le :





**Attribution de marchés passés selon une procédure
adaptée pour l'achat de boissons pour la Ville de
Montpellier.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°4B0058), en date du 18 février 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics, la société **PROMO BOISSONS** Zone des Prés d'Arènes 455 avenue de l'industrie 34 070 Montpellier, pour le lot 1 (eaux) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, et la société **Jex Alternatives Boissons Z.I. du Mas d'Astre, 191 allée Lesueur 34 000 MONTPELLIER**, pour le lot n°2 (jus de fruits, sodas) et le lot n°3 (Bières, cidres, blanquette, apéritifs, champagnes, vins doux, vins), a présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités :
 - A la société **PROMO BOISSONS** pour le lot 1 (eaux), pour un montant total maximum de commandes de **12 000.00 € HT**.
 - A la société **Jex Alternatives Boissons** pour le lot 2 (jus de fruits, sodas), pour un montant total maximum de commandes de **43 000 € HT**.
 - A la société **Jex Alternatives Boissons** pour le lot 3 (Bières, cidres, blanquette, apéritifs, champagnes, vins doux, vins), pour un montant total maximum de commandes de **30 000 € HT**.

Ces marchés sont conclus pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/5/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériel professionnel de
sonorisation audiovisuel, projection pour les services
de la Ville de Montpellier.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de matériel professionnel de sonorisation audiovisuel, projection pour les services de la Ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 4B0061), conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, en date du 28 février 2014, la société VIDELIO – I.E.C 305 avenue de la Marjolaine 34 130 ST AUNES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société VIDELIO – I.E.C pour un montant total maximum de commandes de 85 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période allant de la date de notification au 31/12/2016.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21/5/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 21/5/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériel spécifique pour les
archives**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel spécifique pour les archives,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°4C0009), en date du 24 février 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics,
- la société STOULS 9/11 rue de l'Orme Saint Germain 91 165 LONGJUMEAU CEDEX, pour les lots **n°1 (Matériel de conditionnement et de conservation), n°4 (Boîtes de conservation archives modernes) et n°6 (Petit outillage de restauration)** a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,
- la société ATLANTIS 73-75 boulevard Courcerin 77 185 LOGNES, pour les lots **n°2 (Fournitures spécifiques de reconditionnement et de conservation) et n°7 (Produits et accessoires de restauration)** a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse,
- la société LUXORD 376 chemin du Camp Miaulaire BP 53 34 401 LUNEL Cedex 1 pour le lot **n°3 (Boîtes de conservation archives anciennes)** a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Qu'il n'y a eu aucune réponse pour le lot **n°5 (Papier carton de grande dimension pour le conditionnement et la conservation).**

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités :

- **A la société STOULS**
 - pour le lot n°1 pour un montant total maximum de commandes de **15 000.00 € HT**,
 - pour le lot n°4 pour un montant total maximum de commandes de **17 700.00 € HT**,
 - pour le lot n°6 pour un montant total maximum de commandes de **10 500.00 € HT**.

- **A la société ATLANTIS**
 - pour le lot n°2 pour un montant total maximum de commandes de **20 700.00 € HT**,
 - pour le lot n°7 pour un montant total maximum de commandes de **3 000.00 € HT**.

- **A la société LUXORD** pour le lot n°3 pour un montant total maximum de commandes de **17 700.00 € HT**.

- Le lot n°5 est déclaré infructueux.

Ces marchés sont conclus pour une période d'exécution maximale de trois ans à compter de la date de notification.

- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6064 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21/05/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/05/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé sur le fondement de
l'accord-cadre pour l'approvisionnement en fioul
domestique et gazole non routier, avec mise en
concurrence permanente entre trois titulaires.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fioul domestique et gazole non routier (GNR) destinés au fonctionnement des chaufferies des différents bâtiments, des engins agricoles, de manutention et de travaux publics de la Ville de Montpellier, en date du 07 mars 2014.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 4B0026) conformément aux articles 28, 76 et 77 du Code des Marchés Publics, les sociétés CHARVET SAS 7 rue de l'Artisanat 42 390 VILLARS, DYNEFF SA Parc du Millénaire Stratégie Concept bât n°5 1300 avenue Albert Einstein 34 060 MONTPELLIER CEDEX et RAMOND et Cie ZI sud 34700 LODEVE, ont présenté des offres économiquement avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre précité aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFF SA et RAMOND et Cie, pour une estimation du volume d'approvisionnement de 40 000 litres, pour un montant maximum de commandes de 30 000 € HT (tous fournisseurs confondus). Cet accord-cadre est conclus à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2014.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer cet accord-cadre.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville (nature 60621 chapitres principaux 928 - 920).

Montpellier, le 21/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/5/2014
Notifiée le :

**Marché de prestations intellectuelles de services
informatiques concernant l'assistance à la
dématisation des bons de commande et des
factures**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite mettre en œuvre la dématérialisation interne des bons de commande et des factures,
- Que dans le cadre de la dématérialisation, elle souhaite intégrer les circuits de validation des bons de commande et des factures dans le parapheur électronique de la Ville,
- Que l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) a passé un marché « Prestations intellectuelles informatiques », dont le lot « assistance à la dématérialisation » a été attribué à la société Inop's,
- Qu'à la suite de la proposition financière de l'UGAP, il est proposé de passer un bon de commande avec l'UGAP pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 45 491.88 euros HT soit 54 590.26 euros TTC.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 900 ;

Montpellier, le 21/05/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 21/05/2014

Notifiée le :

MAPA n° 3C0632
**Maintenance des logiciels informatiques du Poste
Central de régulation du trafic "PETRARQUE"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1343/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la maintenance des logiciels informatiques du Poste Central de régulation du trafic « PETRARQUE » de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une procédure adaptée sans mise en concurrence, conformément à l'article 28-II du Code des Marchés Publics, la société GERTRUDE – 9, rue de Ségur – 33000 BORDEAUX, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société GERTRUDE pour un montant de 37 675,75 € HT, et ce pour une période de un an à compter de sa notification, reconductible trois fois ;
- D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, ligne de crédit 2159, chapitre 928.

Montpellier, le 23/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 26/5/2014
Notifiée le :

**Evolution du progiciel de gestion financière Astre dans
le cadre du projet de dématérialisation interne des
factures**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis un logiciel spécialisé dans la gestion financière et comptable auprès de la société GFI Progiciels,
- Que la Ville a souhaité mettre en œuvre la dématérialisation interne des factures,
- Que, dans le cadre de la dématérialisation, la Ville a attribué le marché n°3B0077 à la société GFI Progiciels pour un prix global et forfaitaire de 33 620 euros HT soit 40 209.52 euros TTC pour le développement des interfaces avec la Gestion Electronique de Documents SharePoint,
- Que les journées d'installation des différents développements n'ont pas été prises en compte dans le coût du marché n°3B0077,
- Il est proposé de signer un avenant n°1 d'un montant de 5 100 euros HT soit 6 120 euros TTC correspondant à 4 jours de prestations au prix de 1 275 euros HT la journée.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 900 ;

Montpellier, le 21/05/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/05/2014

Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ PISCIOTTA Saint
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
retrait n° PC 34172 13V0122

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 24/09/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a procédé au retrait d'un permis de construire tacite visant à procéder à la réfection de la toiture d'un atelier, 3170 route de Lavérune ;
- Que M. PISCIOTTA Saint a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18/03/2014 sous le n°1401283-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/05/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/05/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à bon de commande passé
selon une procédure adaptée pour la maintenance
préventive et corrective des automatismes, des semi-
automatismes et du contrôle d'accès au Centre
Municipal Garosud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1241/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il a lieu de réaliser la maintenance préventive et corrective des automatismes, des semi-automatismes et du contrôle d'accès au Centre Municipal Garosud
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, en date du 18/11/2013, l'entreprise SNEF a présenté la valeur technique et l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la durée de ce marché est d'un an, reconductible deux fois pour un an et une troisième fois jusqu'au 28/05/2017 par tacite reconduction.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise SNEF, domiciliée au 81 rue Salaison – ZAC de Fréjorgues Est à MAUGUIO (34130) pour un montant maximum de 85 000€ HT pour la durée du marché.
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2014 de la Ville (fonction 920 208 – nature 6156).

Montpellier, le 27/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 28/5/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX
**MONTPELLIER c/ BENAIS François (AFUL ST
GUILHEM)**
Décision de défendre
Dossier PE 10V0015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. BENAIS François (AFUL ST GUILHEM) a réalisé des travaux sans autorisation administrative rue de l'ABBE MONTELS ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014

Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI PASTOR
IMMOBILIER

**Requête en indemnisation d'un préjudice dont la
responsabilité est attribuée par le requérant à la
commune de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que suite à réalisation d'une expertise visant à estimer un préjudice subi du fait de l'omission d'une information sur une fiche de renseignement d'urbanisme, dans le cadre d'une vente effectuée 1 rue du Professeur Tedenat ; la SCI PASTOR IMMOBILIER a saisi la commune de Montpellier d'une demande d'indemnisation en date du 10/02/14;
- Que n'ayant pas reçu de réponse favorable à sa demande ; la SCI PASTOR IMMOBILIER a déposé une requête auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 04/04/14, sous le n° 1401767-5 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Monsieur Cédric LIBERT
Recours contre le refus de réévaluation de sa
rémunération, le rejet du recours gracieux contre le
compte-rendu d'entretien d'évaluation et sa fiche
d'entretien

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Cédric LIBERT a introduit des recours contre sa fiche d'entretien 2013 (n°1401295-3), le rejet de son recours gracieux contre son compte-rendu d'entretien (n°1401294-3) et le refus de réévaluation de sa rémunération (n°1401293-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Madame Michèle MARTINEZ
Recours contre l'arrêté du 03/04/2014 la mettant en
retraite anticipée pour invalidité

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Michèle MARTINEZ a introduit un recours au fond (n°1402262-3) contre l'arrêté du 03 avril 2014 la mettant en retraite anticipée pour invalidité ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

Contentieux
Madame Patricia PUYPE
Recours contre tableau d'avancement 2014 au grade
d'attaché territorial

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Patricia PUYPE a introduit un recours (n°1401946-3) contre la décision du 18 février 2014 fixant le tableau d'avancement au grade d'attaché territorial ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété DAUMERIE
12 rue du Général Dumas et 40 cours Gambetta
Lot n° 1
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R) ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA/FIGUEROLLES/CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 16 mai 2014.

Considérant :

- que le 24 mars 2014, Madame Marie-Christine DAUMERIE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local à usage commercial constituant le lot n° 1 de la copropriété située 12 rue du Général Mathieu Dumas et 40 cours Gambetta, cadastrée section HW 822, au prix de 90.000 € ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur

du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";

- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;

- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;

- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";

- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle sur la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail ;

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame DAUMERIE, située 12 rue Général Mathieu Dumas et 40 cours Gambetta, cadastrée section HW 822, au prix de 63.000 ;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;

- que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 21 MAI 2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première
Adjointe
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 22/05/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/135

RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE

AFFAIRE BELMELIANI

DECISION DE DEFENDRE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame BELMELIANI a été victime d'une chute le 08 novembre 2013, rue Maguelone.
- Que Madame BELMELIANI impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX
Mohamed ATIGUI
Recours contre décision implicite de rejet de sa
demande de mi-temps thérapeutique et maintien de
salaire

Décision de défense

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Mohamed ATIGUI a introduit un recours n°1400762-3 contre la décision implicite de rejet de sa demande de mi-temps thérapeutique et maintien de salaire ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ AKRAOUI Khalid
Décision de défendre
Dossier PE 34172 11V0063

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. AKRAOUI Khalid a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 8 rue DARU ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *26/5/14*

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le *27/5/14*
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 26/15142

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ PRUNIERES Jean Claude
Décision de défendre
Dossier PE 34172 10V0106

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. PRUNIERES Jean Claude a réalisé des travaux sans autorisation administrative, rue de Tournezy ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ FONCIA LMG
Décision de défendre
Dossier PE 11V0055

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'agence Immobilière FONCIA LMG, en la personne de son représentant M. GUICHOU, a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 221 rue du mas de Perrette ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/135

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ Mme AGUADO
Vincente
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus
n° PC 34172 12V0285

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 05/02/13, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL PG PROMOTION, visant à édifier deux villas, 431 rue du Moulin des Sept Cans ;
- Que Mme AGUADO Vincente a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07/10/2013 sous le n°1305002-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/145

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK Serge
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP
34172 1301068

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 14/01/2014, Madame le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposée à la déclaration préalable déposée par M. PAULET Christophe, visant à procéder à la pose de volets et de 3 baies avec démolition d'une cloison et décrochage d'une structure métallique, 16 rue Diderot ;
- Que M. KOCIAK Serge a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 31/03/2014 sous le n°1401714-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/146

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ LAPEYRE
Bertrand
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 13V0211.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 27/12/ 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS URBAT PROMOTION, visant à procéder à la construction de 26 logements, 1401 avenue du Mondial 1998 ;
- Que M. LAPEYRE Bertrand a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27/02/2014 sous le n° 1401150-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ Monsieur et
Madame RIVIERE
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus
n° PC 34172 11V0417M1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 28/01/2014, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la société CIRMAD GRAND SUD un permis de construire visant à effectuer des modifications diverses sur son permis de construire initial dont l'objet était d'édifier un ensemble immobilier de logements, bureaux, hôtel et restaurant au 11 rue Pagézy, 21 rue Jules Ferry et 58 rue Alexandra David Néel ;
- Que Monsieur et Madame RIVIERE ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 28/03/2014 sous le n°1401757-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SAS ENERGIE
SOLAIRE DE LA SORGUE
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus
n° PC 34172 12 V0349

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 11/09/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a refusé la demande de permis de construire de la SAS ENERGIE SOLAIRE DE LA SORGUE, visant à édifier un immeuble de 39 logements avec parkings et locaux commerciaux, 431 rue du Moulin de Semalen ;
- Que la SAS ENERGIE SOLAIRE DE LA SORGUE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07/03/2014 sous le n°1401135-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SARL BATIM
**Recours pour excès de pouvoir contre l'opposition à la
déclaration préalable n° DP 34172 1301133**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 24/02/2014, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de la SARL BATIM, visant à procéder à l'aménagement d'une cuisine, 5 rue de la république ;
- Que la SARL BATIM a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 13/03/2014 sous le n°1401512-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE BERTHOMIEU
DECISION DE DEFENDRE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame BERTHOMIEU a été victime d'un accident le 08 janvier 2014 rue de Cholet ;
- Que Madame BERTHOMIEU impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 26/5 2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ MARMI Embarek
Décision de défendre
Dossier PE 10V0081

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. MARMI Embarek a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 76 rue du Faubourg BOUTONNET ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~2014~~ 152

ASSURANCE

Contrat Dommages aux Biens Souscrit auprès de la SMACL

AVENANT N°4

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le contrat garantissant les bâtiments communaux prévoit une prime annuelle révisable à l'échéance principale du 1^{er} janvier selon l'évolution de la superficie des bâtiments au cours de l'année écoulée ;
- Que la superficie au 1^{er} janvier 2014 est de l'ordre de 506 370 m² ce qui porte à 569 217, 49 € le montant de la prime pour l'exercice 2014 ;
- Que l'application des critères de révision fait ressortir une prime d'actualisation de 16 597,32 € ;
- Que notre assureur nous fait parvenir l'avenant n°4 entérinant les modifications intervenues.

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant n°4 fixant la superficie des bâtiments à 506 370 m² et la prime de régularisation à 16 597.32€

Montpellier, le 26/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/5/2014
Notifiée le :

**Réseau municipal radio TETRA
Extension, Terminaux, Maintenance
Marché n° 2I022670
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1722/T/R, donnant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en remplacement de Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2013/122 en date du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a attribué à la société Talco Languedoc le marché du réseau municipal radio TETRA (marché n° 2I022670) ;
- Que la nécessité actuelle d'acquérir de nouveaux équipements de radio ainsi que des prestations de maintenance non prévus par le marché initial, nous conduit à établir un avenant qui prend en compte la modification du bordereau des prix unitaires dudit marché sans en modifier son montant estimé à 1000 000 € HT pour la durée totale du marché.

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant n° 1 du marché précité..
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant du marché et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville : Investissement Natures 2051, 2183, 2188, 2313, 2315 tous chapitres, Fonctionnement Natures 60632, 6156, 6188 tous chapitres.

Montpellier, le 04/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 05/06/2014

Notifiée le :

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

TALCO LANGUEDOC
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
RESEAU MUNICIPAL RADIO TETRA - EXTENSION, TERMINAUX, MAINTENANCE

N° du marché :
21022670
Marché sans minimum ni maximum

Notifié le :
29 mai 2013

Montant H.T estimatif du marché :
1 000 000,00 Euros

Date de la décision :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier les prestations prévues au contrat initial, sans en changer le montant. Les modifications portent sur les points suivants :

Le marché a été attribué en 2013 à la société TALCO. Il concerne l'acquisition de différents matériels et des prestations de maintenance, d'assistance et de développement d'application.

Le changement de statut du parc zoologique de Montpellier en ERP-PA a contraint, entre autres, à la mise en place d'un service sécurité-accueil constitué d'agents SSIAP1 et SSIAP2 (Service de Sécurité Incendie et d'Aide à la Personne). Cette création oblige à acheter des postes radios supplémentaires notamment pour équiper les saisonniers d'été qui doublent le nombre d'agents de sécurité en saison à risque (juin à octobre).

L'obligation d'instaurer un canal spécifique pour le service sécurité nous contraint à changer notre système analogique en système numérique (pour instaurer le 2ème canal) et donc à recourir au marché en cours; mais le matériel à commander ayant une caractéristique différente du matériel initialement prévu au marché (puissance de 5 watts au lieu de 2), un avenant doit être passé au marché considéré.

Par ailleurs, les contraintes de maintenance ayant évolué en raison de la fiabilité de l'architecture en place (redondance de certains équipements centraux), il n'est plus indispensable de prévoir une période de maintenance de 24 h sur 7 jours, mais simplement pendant les jours et horaires ouverts.

Il apparaît donc nécessaire de conclure un avenant au marché permettant la prise en compte de ces éléments dans le bordereau de prix unitaire.

ARTICLE 2

L'estimation globale du marché reste inchangée.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Pour Monsieur Le Maire
l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

CONTENTIEUX

TWIN AUDIOLIVE

**Recours en annulation marché (lot 1) conclu avec la
société TEXEN (équipements scéniques)**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'un marché de location mise en place et exploitation d'équipements scéniques pour les spectacles a été conclu pour le lot 1 avec la société TEXEN ;
- Que la société TWIN AUDIOLIVE a introduit un recours (n°1402425-4) en annulation de ce marché ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 06/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

M. LEVITA
Adjoint au Maire

MAX LEVITA

Publiée le : 10/06/2014

Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ SOCIETE GREEN
YELLOW MONTPELLIER**
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus
n° PC 34172 13 V0057**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 28/08/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a refusé la demande de permis de construire de la SOCIETE GREEN YELLOW MONTPELLIER, visant à procéder à la pose de panneaux photovoltaïques, avenue du Mas Argelliers ;
- Que la SOCIETE GREEN YELLOW MONTPELLIER a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25 février 2014 sous le n°1401090-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/06/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014 157

CONTENTEUX
Madame CANO MARTINEZ
Appel contre l'ordonnance du Tribunal d'Instance du
14 mai 2014

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que suite à l'assignation délivrée par Madame CANO MARTINEZ relative à la fosse septique de son logement, la commune a sollicité une expertise ;
- Que le Tribunal d'Instance y a fait droit par ordonnance du 14 mai 2014, dans laquelle il a mis à la charge de la commune des obligations qu'elle entend contester ;
- Que la Commune entend dès lors relever appel de cette ordonnance ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 06/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/06/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/159

CONTENTIEUX

Serre Amazonienne

**Ville c/ GREENWALL, DUMEZ, AAB, RIO
CHRETIEN, AMEC SPIE, ENT, DEBAILLES, SPIE**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que de nombreux désordres sont apparus sur le bâtiment constituant la Serre Amazonienne, propriété de la commune ;
- Que la Ville a sollicité auprès du juge des référés une expertises afin de déterminer les causes des désordres ainsi que les modalités et coûts de réparations ;
- Que l'expert désigné a déposé son rapport le 15/03/2013 ; que sur ce fondement la Ville a recherché une entente amiables mais que ces démarches sont restées vaines ;
- Que la Ville entend dès lors assigner en ouverture du rapport d'expertise les entreprises visées dans celui-ci ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 06/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/06/2014
Notifiée le :

M. LEVITA
Adjoint au Maire

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Solution Antispam, Antipub, Antivirus de la
Mairie de Montpellier
Marché N° 4B0109**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de Montpellier de mettre à jour ou faire évoluer sa solution Antispam, Antipub et Antivirus qui protège sa messagerie afin d'en renforcer la sécurité, améliorer la qualité du service et d'en augmenter le confort des utilisateurs ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 25 avril 2014, la société OKTEY a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société OKTEY sise 5 rue du Pic du Midi – 31150 GRATENTOUR, pour une durée de deux ans reconductible une fois par tacite reconduction, à compter de la date de notification, un montant total minimum de 15 000 € HT et maximum de 50 000 € HT sur la durée du marché ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 06/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/06/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériels pour l'entretien des
Espaces Verts**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de matériels pour l'entretien des Espaces Verts, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 4C0006), en date du 27 mars 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, marché à bon de commandes, pour une durée d'1 an à compter de la date de notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans par tacite reconduction.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique à 60% et l'étude du prix à 40 %.
- Qu'après analyse, la société GALLOY 34 Motoculture Vert 1408 avenue de la mer 34 000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société GALLOY 34 Motoculture Vert pour un montant total maximum de commandes annuelle de 60 000.00 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632 et le budget investissement, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 06/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/06/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la fourniture de Tee-shirts et Casquettes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1340 du 29 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de récompenser les associations sportives dans le cadre de leurs manifestations ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 Avril 2014,
- l'entreprise Comptoir Occitan propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°4B0100 à l'entreprise Comptoir Occitan, sise 174, rue Georges Guynemer, 34130 MAUGUIO, pour un montant de 21 530 € H.T, soit 25 836 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville nature 6232 fonction 92415 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 06/06/2014
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances
Pour le cinéma Nestor Burma
Elargissement des modes de paiements: Carte
Bancaire.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 02/02/2011, relative à la création d'une régie d'avances et de recettes, pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision du 21/12/2012, relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes du Cinéma Nestor Burma,
- Vu la Décision du 04/01/2012, relative à la création d'une régie d'avances, pour le cinéma Nestor Burma,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 23 mai 2014,
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R du 29/04/2014, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du cinéma Municipal Nestor Burma, il convient de rajouter la carte bancaire comme mode de règlement.

DECIDE

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avances pour le Cinéma Nestor Burma auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux du cinéma situé place Pierre-Renaudel - 34000 Montpellier.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Menues dépenses de fonctionnement,
- Achat de petit matériel
- Frais d'entretien, de réparation urgente,
- Frais de déplacement, logement et restauration d'invités,
- Frais d'affranchissement,
- Achat de documentation,
- Achat de DVD

Article 4 : Les dépenses désignées à l'Article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaire,
- **Carte bancaire,**

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte :

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'article 3.

Article 6 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 : Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 500 euros.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/06/2014
Notifiée le :

Adhésions à 5 associations et organismes dans le domaine de l'énergie pour 2014

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1241/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué.

Considérant :

- Que la Ville adhère à des associations et organismes pour la mise en œuvre de sa politique énergétique par le versement de diverses cotisations depuis de nombreuses années,
- Qu'il faut confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2014.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux associations et organismes suivants :

- ORGANISMES	MONTANTS
ALE - Agence Locale de l'Energie de Montpellier	1 680 €
AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 338 €
Comité 21 - Comité français pour l'environnement	3 500 €
EnergyCities	2 500 €
ECOBATP LR - Centre de ressources régional de la construction, de l'aménagement durables en Languedoc-Roussillon	290 €

- De dire que la dépense correspondante sera imputée pour un montant total de 12 308 € sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 928 ;

Montpellier, le 11/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/06/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour "Location de tentes et de matériels de
réception, de cabines WC autonomes et bungalows"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°4B0106), en date du 22 avril 2014, conformément aux articles 28 (procédure adaptée) et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics, la société Spectacle Méditerranée Location (SML) 17 chemin du four à chaux 34 660 COURNONTERRAL, pour le lot 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, et la société SEBACH France 78 RN 113 30 620 BERNIS, pour le lot n°2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités :
 - A la société SML pour le lot 1 (location de tentes et de matériels de réception), pour un montant total maximum de commandes de 65 000 € HT
 - A la société SEBACH France pour le lot 2 (location cabines WC autonomes et bungalows), pour un montant total maximum de commandes de 20 000 € HT.

Ces marchés sont conclus pour une période d'exécution maximale de six mois à compter de la date de notification.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6135, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 10/06/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de pièces détachées de rechange
et d'entretien d'origine pour la maintenance du petit
matériel Espaces Verts, Espaces Naturels et Jardins**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pièces détachées de rechange et d'entretien d'origine pour la maintenance du petit matériel Espaces Verts, Espaces Naturels et Jardins,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 (procédure adaptée) et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un MAPA (MAPA n°4B0081), en date du 31 mars 2014, pour une durée maximale de deux ans.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (Pièces, produits et accessoires pour tondeuses autotractées/autoportées, motoculteurs/motobineuses, motopompes, débroussailleuses tractées et autres matériels de marque HONDA/TORO/KUBOTA/ISEKI/ROQUES ET LECOEUR/PUBERT/ETHESIA) étaient les suivants : le prix à 95% et le délai de livraison à 5%.
- Qu'après analyse, la société GALLOY 1408 avenue de la Mer 34 000 MONTPELLIER pour le lot 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (Pièces, produits et accessoires pour tailles haies, débroussailleuses, souffleurs, tronçonneuses portatives et autres matériels de marque STIHL/PELLENC étaient les suivants : le prix pour 95% et le délai de livraison pour 5%.
- Qu'après analyse, la société GALLOY 1408 avenue de la Mer 34 000 MONTPELLIER pour le lot 2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

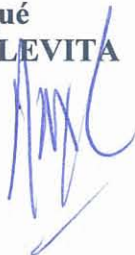
- D'attribuer les marchés précités :
 - A la société GALLOY pour le lot 1, pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT.
 - A la société GALLOY pour le lot 2, pour un montant total maximum de commandes de 20 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628, 60632 et sur le budget investissement, nature 2188 tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 06/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/06/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Achat et entretien des bornes de pointage
avec lecteur motorisé
Marché N° 4B0095**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de Montpellier de faire l'acquisition de bornes de pointage pour les restaurants scolaires et d'en assurer l'entretien ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Lot 1 : Achat et entretien des bornes de pointage

50% le prix
30% valeur technique
20% délais de livraison

- Qu'après analyse, l'entreprise SPINTECH, Lieu dit les Besses - 34520 Saint Maurice de Navacelles a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Lot 2 : Pièces détachées pour entretien des bornes de pointage

50% le prix
30% valeur technique
20% délais de livraison

- Qu'après analyse, l'entreprise SPINTECH, Lieu dit les Besses - 34520 Saint Maurice de Navacelles a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité pour :
Le lot 1 : Achat et entretien des bornes de pointage
à la société SPINTECH sise Lieu dit les Besses - 34520 Saint Maurice de Navacelles, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 20 000 € HT sur la durée du marché ;

Le lot 2 : Pièces détachées pour entretien des bornes de pointage
à la société SPINTECH sise Lieu dit les Besses - 34520 Saint Maurice de Navacelles, pour une durée
d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total
maximum de 30 000 € HT sur la durée du marché ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 11/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/06/2014
Notifiée le :

**PEGASE : Convention de mise à disposition de fibres
optiques par la Ville de Montpellier à l'Agence de
Mutualisation des Universités et Etablissements**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de clients ;
- Que pour les besoins de raccordement l'AMUE a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 7500 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, l'AMUE a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 3481 €
 - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 18000 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre l'AMUE et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/06/2014
Notifiée le :



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'AGENCE DE MUTUALISATION DES
UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS**

Entre les soussignés :

- La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur le Maire, agissant en vertu d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée **"la Ville"**

d'une part,

et

L'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements, dont le siège se trouve :
103 Boulevard Saint Michel, 75005 Paris, représentée par M. Jacques BERNARD Directeur Général de L'Amue,

ci-après dénommée **"Opérateur"**

d'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES.....	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
5.4.1 MISE A DISPOSITION	6
5.4.2 RECEPTION.....	6
5.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS	9
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES	9
ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	10
ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION.....	11
ARTICLE 13 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques, dépendances du domaine public, qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public afin de permettre à l'opérateur de délivrer ses propres services à ses clients et abonnés.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les Parties conviennent que la relation contractuelle entre la Ville et l'opérateur est régie par la présente convention et ses annexes 1 et 2 (et le cas échéant ses avenants),

Pour bénéficier d'une ou plusieurs liaisons autres que celles figurant en annexe 1 de la présente convention, les parties signeront une nouvelle annexe 1 qui comprendra la ou les nouvelles liaisons mises à disposition de l'Opérateur par la Ville. Cette nouvelle annexe vaudra avenant à la présente convention.

La présente convention remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions précédemment conclues entre la Ville et l'opérateur pour les liaisons en fibre optique mises à disposition de l'opérateur.

ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES

Les liaisons optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont décrites dans l'annexe 1.

La longueur totale des ces liaisons optiques sert de base au calcul de la redevance.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n°2.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison défini par la Ville.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

5.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

5.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

5.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux

contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

5.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définies en annexe n°1.

5.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les futures liaisons optiques à l'opérateur sous deux (2) mois après la date de signature par les deux parties de la nouvelle annexe 1 comprenant les informations relatives à cette (ces) future(s) liaison(s) et valant avenant à la convention.

5.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville.

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

Les conséquences financières de ce report de mise à disposition pour des réserves majeures seront réglées par l'article 5.4.3 suivant.

5.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 8.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

6.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 9 ci-après.

6.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront mis sa disposition en application de la présente convention.

Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la ville procède sans délai à la remise en état des lieux, le montant de cette remise en état sera à la charge de l'opérateur.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur par l'envoi d'un email au chef de projet de l'opérateur ainsi qu'au Centre de supervision de l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville dans les meilleurs délais.

6.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention :

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques,
- les services techniques de la Ville.

6.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargés de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville et du prestataire de la maintenance sont indiquées dans l'annexe 1

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

6.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.,
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures,
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 6.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an ;
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures.

6.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 8.2 ci-après. Les crédits de redevance ne sont pas cumulables.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir sans possibilité d'indemnisation les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

8.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé en annexe 1; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

8.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC

8.2.1 Montant de la redevance

Pour l'occupation des câbles de fibre optique de la Ville l'opérateur versera à cette dernière, et par virement bancaire, une redevance annuelle d'occupation du domaine public

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2,4 € nets /mètre et par paire de fibres optiques (deux euros quarante cent nets toutes charges comprises par mètre et par paire de fibres optiques) base juin 2012.

Le montant de cette redevance est fixée en annexe n°1

Il est calculé comme suit :

$$R = 2,4 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

8.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à l'AMUE ", qui sera adressé à :

AMUE
SRIIL
Service des ressources informatiques
181 place Ernest Granier
34961 Montpellier Cedex

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 5.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

8.2.3 Variation de la redevance

- L'indemnité ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). La variation s'appréciera au 1^{er} janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui du 2^{ème} trimestre 2012, valeur 1666, et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au 1^{er} janvier de l'année de facturation.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison, à l'exclusion des dommages indirects et immatériels tels que définis par la jurisprudence française, , et dans la limite d'un plafond égal, tous dommages confondus, à la redevance annuelle d'occupation due par la Ville à l'opérateur.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur fera son affaire des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, conséquence de son occupation, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de chaque partie pourra être engagée en cas de préjudices causés à son cocontractant du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 11 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

Toutefois, l'opérateur peut céder les droits et obligations de la présente convention cadre à une société Affiliée. Cette dernière désigne toute personne morale qui directement ou indirectement contrôle l'opérateur ou est contrôlée directement ou indirectement par la même entité que celle qui contrôle l'opérateur ou est contrôlée par l'opérateur. La notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans. Elle sera ensuite renouvelée pour une période indéterminée sauf dénonciation adressée par l'opérateur ou par la Ville à son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la présente convention.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Cette évolution ne pourra dépasser 15% du prix unitaire par période de 10 ans. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

13.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

13.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

13.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.1, l'opérateur aura droit au remboursement de la redevance payée au titre de la présente convention, prorata

temporis de la durée restant à courir entre la date de prise en compte de la résiliation et la fin de l'année couverte par la redevance précitée.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.2, l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 13.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

13.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de résiliation. 3 mois

13.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR

13.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment tout ou partie de la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Si la demande de résiliation intervient après le 30 juin de chaque année, l' OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l' opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition et conditions tarifaires
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour L'AMUE

Pour Monsieur le Maire
L'Adjoint Délégué

Max LEVITA



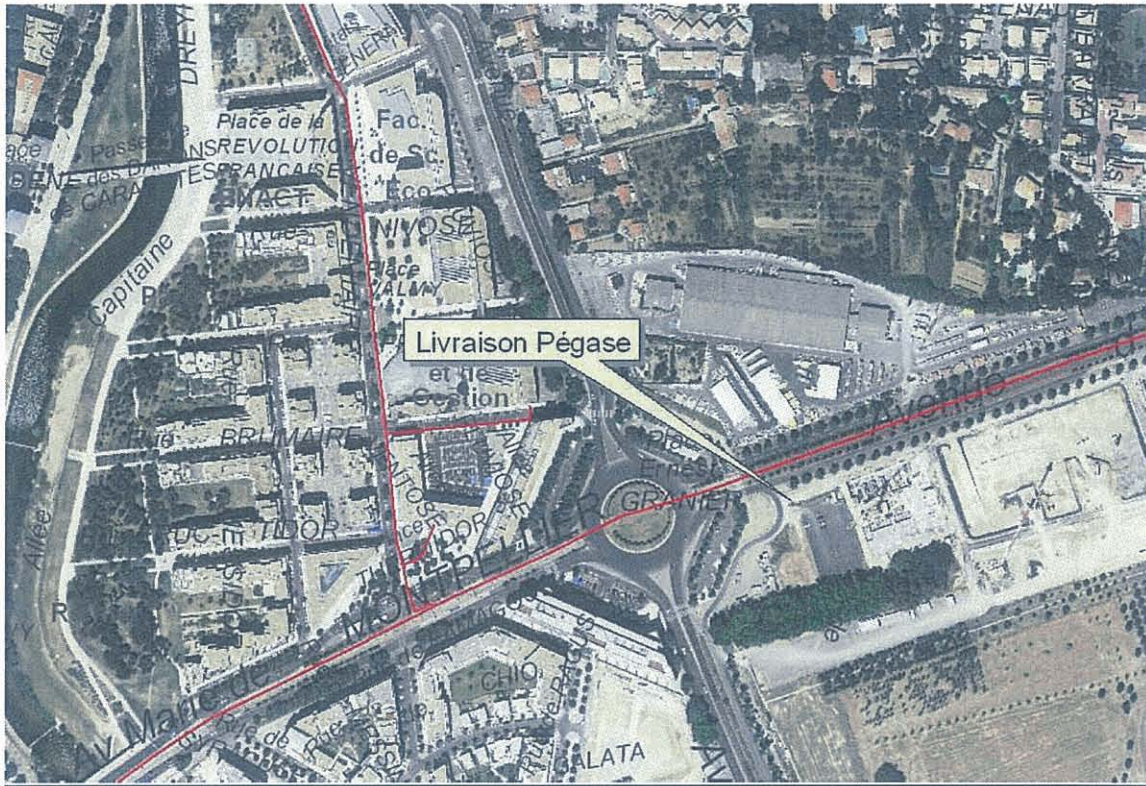
**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'AGENCE DE MUTUALISATION DES
UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION
CONDITIONS TARIFAIRES**

1 – BASE DE CALCUL DU MONTANT DE LA REDEVANCE

Liaison Client	Référence	Linéaire	Prix unitaire 2012	FAS €	Total base 2012	Observation
AMUE	AMUE_Crous_Boutonnet	7 500	2,4	3481	21 480€	
Total					€	

2 DESCRIPTION LIAISONS





Ville : n° de téléphone : 04 67 34 70 74, 04 67 34 71 18, Direction des Systèmes d'Information

CONVENTION VILLE DE MONTPELLIER / COMPLETEL /Annexe 1

361

Grille de contact Hotline			Contacts régionaux
	Du lundi au vendredi de 8h à 20h	Du lundi au vendredi de 20h à 8h Week-end + Jours fériés	
Niveau 1 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires	Hotline CIRCET 03 29 64 43 87 hotline@circet.fr	Astreinte CIRCET 06 25 89 20 17 astreinte@circet.fr	Cedric IDIR responsable techniciens Montpellier 06 12 90 13 25 cedric.idir@circet.fr
Niveau 2 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires	Mario De Lima 06 18 29 12 54 mario.delima@circet.fr	Mario De Lima 06 18 29 12 54 mario.delima@circet.fr	Laurent GALAUD responsable d'affaire Montpellier 06 10 91 79 67 laurent.galaud@circet.fr
Niveau 3 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires	Didier Mura 06 03 36 25 59 dider.mura@circet.fr	Didier Mura 06 03 36 25 59 dider.mura@circet.fr	Christophe.peauger responsable d'agence Montpellier 06 10 91 79 72 Christophe.peauger@circet.fr



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'AGENCE DE MUTUALISATION DES
UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<i>Paramètre</i>	<i>Valeur</i>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/172

Fête Nationale 2014 - Spectacle pyrotechnique

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a eu lieu de procéder à la fourniture du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2014 pour la fête nationale ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 06 mai 2014 et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société PYRAGRIC Artifice à Rillieux (69141) présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères prévus à la consultation.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société PYRAGRIC Artifice pour un montant de 110 000 € HT.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce contrat ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le fonctionnement de la Direction du Protocole (ligne 1573, nature 6232, chapitre 923).

Montpellier, le 10/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué


M. LEVITA
Adjoint au Maire
Max LEVITA

Publiée le : 11/06/2014
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SEDDIK
1, rue Mareschal - lot 4
Exercice du droit de préemption**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R) ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu La zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "SUD GARE / MEDITERRANEE", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003 ;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 22 avril 2014, Monsieur Nasser SEDDIK a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant le lot 4 de la copropriété située 1 rue Mareschal, cadastrée section HM 196, au prix de 30 000 € ;

- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur" ;

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003 ;

- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II ;

- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville ;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle sur la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Nasser SEDDIK, située 1 rue Mareschal, cadastrée section HM 196, au prix de 30 000 € ;

- que la SERM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 10 JUAN 2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première
Adjointe
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 11/06/2014
Notifiée le :

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine
public
Espace Grammont - Bois de la Chaumière
Mission Evangélique
Du 16/06/2014 au 23/06/2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2 ;
- Vu le Code Pénal ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, adjoint délégué à l'occupation non commerciale de l'Espace Public.

Considérant :

- Que la demande de la Mission Evangélique représentée par Monsieur WINTERSTEIN Franck, Monsieur RENARD Sandy, sollicitant l'autorisation de s'installer, sur le lieu-dit « Bois de la Chaumière » appartenant à la Commune de Montpellier à partir du 16/06/2014 jusqu'au 23/06/2014 ;
- Que ladite occupation est constituée de 50 caravanes et véhicules, et que le lieu-dit a été aménagé en containers et branchements électriques ;
- Qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prévoir les conditions et de cette occupation et de prévenir au mieux, dans ces conditions et jusqu'au 23/06/2014 les risques de trouble à l'ordre public notamment en matière de sécurité et de salubrité publique.

Décide en conséquence :

Article 1^{er} :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur WINTERSTEIN Franck, Monsieur RENARD Sandy veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que soit assurée la sécurité tant des biens que des personnes présents sur les terrains occupés.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- De ne pas allumer de feux ;
- De ne pas organiser de barbecue ou tout autre évènement susceptible de mettre en danger les biens et les personnes ;
- De ne pas opérer de raccordements électriques « sauvages » sur le réseau public ou sur tout réseau privé à proximité des terrains occupés.

Article 2 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur WINTERSTEIN Franck, Monsieur RENARD Sandy veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'occupation des terrains concernés soit effectuée dans des conditions de salubrité acceptables.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- De conserver et rendre les lieux dans le même état de propreté qu'elle les aura trouvés en arrivant ;
- De respecter le site et l'environnement ;
- D'organiser la collecte des déchets sur le terrain occupé ;
- D'organiser le traitement des eaux usées en empêchant notamment tout déversement non-autorisé.

Article 3 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur WINTERSTEIN Franck, Monsieur RENARD Sandy sont responsables des dommages qui pourraient survenir aux biens et aux personnes sur le site, et ce durant toute la durée de l'occupation.

Article 4 :

A défaut pour l'association de respecter la date de départ annoncée, une procédure d'expulsion sera engagée à l'encontre des occupants.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 17/06/2014

Notifiée le :

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine
public
Espace Grammont - Bois de la Chaumière
Mission évangélique
du 01/06/2014 au 15/06/2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2,
- Vu le Code Pénal,

Considérant :

- la demande de la mission évangélique représentée par Monsieur METBACH Jimmy, Monsieur CHAUMONT Jean, Monsieur Zigler Johnny, sollicitant l'autorisation de s'installer, sur le lieu-dit « Bois de la Chaumière », appartenant à la Commune de Montpellier à partir du 01/06/2014 jusqu'au 15/06/2014;
- Que ladite occupation est constituée de 50 caravanes et véhicules, et que le lieu-dit a été aménagé en containers et branchements électriques,
- Qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prévoir les conditions et de cette occupation et de prévenir au mieux, dans ces conditions et jusqu'au 15/06/2014 les risques de trouble à l'ordre public notamment en matière sécurité et de salubrité publique,

Décide en conséquence :

Article 1^{er} :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur METBACH Jimmy, Monsieur CHAUMONT Jean, Monsieur Zigler Johnny veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que soit assurée la sécurité tant des biens que des personnes présents sur les terrains occupés.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- de ne pas allumer de feux ;
- de ne pas organiser de barbecue ou tout autre évènement susceptible de mettre en danger les biens et les personnes
- de ne pas opérer de raccordements électriques « sauvages » sur le réseau public ou sur tout réseau privé à proximité des terrains occupés.

Article 2 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par **Monsieur METBACH Jimmy, Monsieur CHAUMONT Jean, Monsieur Zigler Johnny** veillerons à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'occupation des terrains concernés soit effectuée dans des conditions de salubrité acceptables.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- de conserver et rendre les lieux dans le même état de propreté qu'elle les aura trouvés en arrivant
- de respecter le site et l'environnement
- d'organiser la collecte des déchets sur le terrain occupé
- d'organiser le traitement des eaux usées en empêchant notamment tout déversement non-autorisé

Article 3 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par **Monsieur METBACH Jimmy, Monsieur CHAUMONT Jean, Monsieur Zigler Johnny** sont responsables des dommages qui pourraient survenir aux biens et aux personnes sur le site, et ce durant toute la durée de l'occupation.

Article 4 :

A défaut pour l'association de respecter la date de départ annoncée, une procédure d'expulsion sera engagée à l'encontre des occupants

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/06/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE

Publiée le : 17/06/2014
Notifiée le :



Direction de la Réglementation et de la Tranquillité
Publique
Cotisations à des organismes nationaux pour l'année
2014

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1361 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- Que dans la thématique « Sécurité », la Ville de Montpellier souhaite renouveler l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'exercice 2014 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)	4 690,00 Euros
920	6281	Haut Comité Français pour la Défense Civile (HCFDC)	1 100 00 Euros

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de **5 790,00** Euros sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville de Montpellier au chapitre 921 - Ligne de Crédit 22788 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **23/06/2014**

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée

Marie-Hélène SANTARELLI

Publiée le : **24/06/2014**
 Notifiée le :



**Marché public relatif à l "enlèvement des graffitis et
de l'affichage sauvage, nettoyage de mobiliers urbains
et d'ouvrages d'art"
Autorisation de signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014-1343 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'assurer l'enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, le nettoyage du mobilier urbain et celui des ouvrages d'art sur la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée en Appel d'Offres, conformément aux articles 33 al.3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, en date du 12 février 2014 avec rectificatif le 19 mars 2014, sous la forme d'un marché pour une durée de 5 ans ferme à prix global et forfaitaire assorti d'un bordereau à prix unitaires avec un minimum annuel de 25 000€ HT et un maximum annuel de 150 000€ HT ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 17 juin 2014, a décidé d'attribuer le marché à l'entreprise **CIEL VERT** – sise Parc de la Méditerranée, rue Louis Lepine, 34470 PEROLS - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

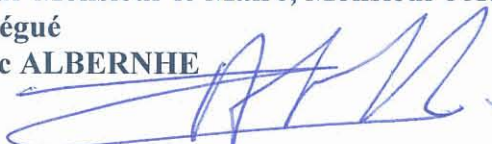
Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché n° 4D00042111 relatif à l'enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art à l'entreprise CIEL VERT pour un montant forfaitaire de 4 499 960, 00 € HT, soit 5 399 952, 00 € TTC pour 5 ans, assorti d'un bordereau de prix unitaires pour un minimum annuel de 25 000€ HT et un maximum annuel de 150 000€ HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget du service Propreté, Publicité, Proximité nature 6135, fonction 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif cette affaire avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres.

Montpellier, le 25/6/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Luc ALBERNHE



Publiée le : 25/6/2014